



## **4<sup>ème</sup> procès-verbal du Conseil de ville / 4. Stadtratsprotokoll**

**Sitzung vom Mittwoch, 21. April 2010, 18.00 Uhr**  
**Séance du mercredi 21 avril 2010 à 18 heures**

**Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2**  
**Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2**

---

### **Présents / Anwesend:**

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Urs Brassel, Barbara Chevallier, Pablo Donzé, Samantha Dunning, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Werner Hadorn, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Thomas Lachat, Kerstin Lehniger, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Maurice Paronitti, Alain Pichard, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Daniel Suter, Andreas Sutter, Anna Tanner, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Carine Zuber

### **Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:**

Paul Blösch, Andreas Bösch, Patrick Calegari, Urs Grob, Markus Habegger, Peter Isler, Sabine Kronenberg, Ariane Tonon, Sybille Zingg

### **Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:**

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert, Silvia Steidle

### **Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:**

-

### **Présidence / Vorsitz:**

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

### **Secrétariat / Sekretariat:**

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

**Affaires traitées / Behandelte Geschäfte** **Page / Seite**

49.	Approbation de l'ordre du jour .....	177
50.	Communications du Bureau du Conseil de ville .....	177
	• Décomptes de la compétence de la CDG .....	178
51.	Approbations des procès-verbaux (21 et 22 octobre 2009 (n <sup>os</sup> 12 et 13)).....	178
52.	Demande de contribution Croix-Rouge Suisse .....	178
53.	Interpellation 20090254, Urs Brassel, FDP, "Affichage sauvage" .....	179
54.	Postulat 20090212, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Offrir des places de cinéma à moitié prix à tous les étudiants biennois dès 12 ans" .....	182
	et	
55.	Postulat 20090214, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Offrir des places de cinéma à moitié prix aux retraités biennois à bas revenus" .....	182
56.	Postulat 20090213, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Transports publics gratuits pour les enfants et les jeunes biennois de moins de 16 ans" .....	183
57.	Postulat 20090216, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Fournir gratuitement des abonnements des transports publics aux retraités biennois à bas revenus" .....	185
58.	Postulat 20090215, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Entrée gratuite à la plage pour les enfants biennois jusqu'à 16 ans issus de familles à bas revenus" .....	186
59.	Postulat 20090252, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Offrir des poubelles à la Vielle Ville" .....	188
60.	Postulat 20090285, Werner Hadorn, SP, "Fusion de communes" .....	188
61.	Motivation de l'urgence de la motion 20100149, Hans Ulrich Köhli, Verts libéraux, "Aménagement de la place du Ring" .....	197
62.	Motivation de l'urgence de l'interpellation 20100150, Pablo Donzé, Christoph Grupp, Groupe des Verts Bienne, "Place du Ring" .....	198
63.	Interpellation 20090288, Pierre-Yves Grivel, Forum Biel/Bienne, "Responsable de la sécurité, un rôle ambigu?" .....	198
64.	Interpellation 20090317, Pascal Fischer, Groupe UDC/PSL, "La Direction de la sécurité est-elle crédible?" .....	199
65.	Interpellation 20090289, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "Où se situe Bienne dans la Région de la capitale suisse?" .....	201
66.	Interpellation 20090258, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "Parachèvement ouest du Parc Elfenau" .....	203
67.	Interpellation interpartis 20090286, Dana Augsburg-Brom, SP, Christian Löffel, PEV, "Tram régional contre la politique des quartiers?" .....	205
68.	Motion 20090318, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "La Ville de Bienne fait un pas de plus vers l'égalité hommes-femmes" .....	208
69.	Interpellation 20090316, Pascal Fischer, Groupe UDC/PSL, "Kermesse de la Vielle Ville" .....	209
70.	Motion 20090320, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Pas de zones de non-droit à Bienne" .....	209
71.	Postulat 20090321, Salome Strobel, Groupe socialiste, "Service d'ordre pour les vélos GAD au chemin de la Prévôté" .....	210

72.	Interpellation 20090322, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "La politique de chasse aux abus se fait-elle sur le dos des droits des personnes assistées?" .....	211
73.	Interpellation urgente 20090341, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne, "Stades de Bienne" .....	213
74.	Postulat 20090430, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "Pour l'égalité des chances lors de l'embauche à la ville de Bienne" .....	214
75.	Interpellation 20090287, Pierre-Yves Grivel, PRR, "Délocalisation obligatoire des sociétés de tir: quel soutien financier?" .....	215
76.	Interpellation 20090349, Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne, "Berghaus" .....	215
77.	Motion 20090343, Barbara Chevallier, Groupe socialiste, "Postes administratifs supplémentaires pour le Département de la protection de la jeunesse et des adultes" .....	216
78.	Nouvelles interventions .....	220

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Mesdames, Messieurs, je vous salue bien cordialement pour cette séance. Il s'agit d'une séance supplémentaire, afin de pouvoir traiter le volume des affaires en suspens. J'espère qu'elle soit fructueuse. Ainsi, d'ici le mois prochain, j'aimerais pouvoir donner à mon successeur le moins possible d'affaires en suspens.

Je souhaite la bienvenue à Madame Samantha Dunning qui remplace la démissionnaire Madame Joseline Marti-Stolz. Je souhaite plein succès à Madame Samantha Dunning et espère qu'elle trouvera un accueil chaleureux parmi nous.

Aujourd'hui, nous prendrons la pause aux alentours de 19h45-20h00. Nous débattons jusqu'à 23h00 environ. La séance de demain se fera sans pause, mais avec les festivités des nouvelles élues et nouveaux élus. Les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour seront traités demain en début de séance.

Vous trouvez sur vos tables:

- Rapport annuel 2009 MÜVE / ARA

Sur la table de l'huissier vous trouverez:

- Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires (SSP), n° 1, mars 2010

#### **49. Approbation de l'ordre du jour**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous avons essayé de remettre dans l'ordre les points reportés de la dernière séance, en fonction des souhaits de traitement simultanés, communs ou autres.

Monsieur Urs Grob a demandé, que les points 14 et 28 soient traités ultérieurement, étant donné son hospitalisation. Je lui souhaite un bon rétablissement.

J'ai reçu une demande émanant du Bureau du Conseil de ville, afin que l'on ajoute un point à l'ordre du jour (Demande de contribution de la section Bienne/Seeland de la Croix-Rouge). Ce point sera placé à la suite de l'approbation des procès verbaux.

Y a-t-il d'autres demandes de modification de l'ordre du jour? Ce n'est pas le cas.

**L'ordre du jour est approuvé avec la présente modification.**

#### **50. Communications du Bureau du Conseil de ville**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** À fin mars, lors de la dernière séance des Présidents de groupes, il a été décidé, d'entente avec tous les groupes

parlementaires, qu'une "Heure des questions" serait mise à l'ordre du jour de la séance du Conseil de ville du mois de mai. Les détails vous seront communiqués ultérieurement. Le principe utilisé au mois de janvier, soit la remise des questions au Secrétariat parlementaire 15 jours avant la séance, est maintenu. Les Présidentes et Présidents de groupes ont tous approuvé cette façon de faire.

### **Décomptes de la compétence de la CDG**

**Klemmer Regula, Ratssekretärin:** Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 15. April 2010 die Abrechnungen der folgenden Verpflichtungskredite der Baudirektion in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:

- 19940059/20000038 Attraktivierung Innenstadt / Sektor 3 / Realisierungsstufe 3 / Nidaugasse Süd
- 19970466 Ersatz der Fussballplätze Alter Flugplatz / Impulsprogramm 1997 / Garderobengebäude Längfeld 2
- 20050419 Knoten Bahnhofplatz / Bahnhofstrasse / Optimierung der Verkehrsorganisation

Ebenso genehmigte sie den Kredit 20010109 Ersatz Graugussleitungen 2001 / Bereich Wasser der Sicherheitsdirektion.

### **51. Approbations des procès-verbaux (21 et 22 octobre 2009 (n<sup>os</sup> 12 et 13)**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Nous n'avons reçu aucune remarque dans le délai réglementaire concernant les deux procès-verbaux.

**Les procès-verbaux n<sup>os</sup> 12 et 13 sont approuvés tacitement.**

### **52. Demande de contribution Croix-Rouge Suisse**

**Grünenwald Samuel, au nom du Bureau du Conseil de ville:** Le Bureau du Conseil de ville a reçu, dans un délai très court, une demande de contribution de la Croix-Rouge, section Bienne/Seeland. Il s'agit d'une conférence concernant les soins palliatifs, qui aura lieu au Palais des Congrès. La section Bienne/Seeland de la Croix-Rouge tiendra un stand avec des présentations. Lors de sa dernière séance, le Bureau du Conseil de ville a examiné cette demande. Le délai était court et c'est la raison pour laquelle, nous n'avons pas pu vous présenter cette demande dans un rapport. Le Bureau du conseil de ville a décidé d'accorder la somme de 2'000 fr. à la section Bienne/Seeland de la Croix-Rouge pour cette conférence de la journée des soins palliatifs. Je vous demande de bien vouloir soutenir cette demande.

### **Vote**

sur la proposition du Bureau du Conseil de ville, de verser une contribution de 2'000 fr. à la section Bienne/Seeland de la Croix-Rouge

**La proposition du Bureau du Conseil de ville est acceptée.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Les points 4, 5 et 6 seront traités demain en début de séance. Nous passons directement au point 7 de l'ordre du jour.

**53. Interpellation 20090254, Urs Brassel, FDP, "Affichage sauvage"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

**L'interpellant est satisfait de la réponse.**

**Brassel Urs, Fraktion Forum:** Vor einem knappen Jahr reichte ich die Interpellation "Wildes plakatieren" ein. Welches waren meine Gründe? Sie sind in der Interpellation aufgeführt. Wer durch die Stadt geht, sieht an Busstationen, Kandelabern, Bäumen, den Pylonen auf dem Zentralplatz, an Wänden und sogar am Boden wild aufgehängte Plakate. Zwar werden diese Plakate von der Stadt relativ zügig wieder entfernt, es bleiben aber Klebbänder und Leim übrig und das Ganze sieht unappetitlich aus. Ich stellte meine Fragen, weil ich mir Sorgen um das Image der Stadt mache. Mit den Antworten bin ich teilweise zufrieden.

Der Gemeinderat schätzt die jetzige Situation als stabil ein (Frage 1). Sie sei mit anderen Städten vergleichbar. Der Gemeinderat sagt auch, dass dieses Problem viel Arbeit verursache. Das ist sicher so. Er äussert sich aber nicht zu der Frage, wie er den Imageschaden für das Stadtbild beurteilt. Dazu möchte ich noch eine kurze Antwort.

Auf Frage 2, ob Aktionen geplant sind, sagt der Gemeinderat, dass die Polizeiorgane mit Hilfe der entsprechenden Polizeireglements sensibilisiert werden. Ich möchte wissen, ob in dieser Richtung schon etwas unternommen wurde. In der Antwort wird gesagt, die Polizei nehme dies an die Hand. Ist das schon geschehen? Die schönen Pylonen auf dem Zentralplatz haben sicher eine Stange Geld gekostet und sind sehr dominant. Leider sind sie aber bis auf Kopfhöhe verschmiert und weisen Rückstände von Klebern auf. Wäre es eine Möglichkeit, die Pylonen zu säubern und dann eine Tafel mit der Inschrift anzubringen: "Plakatieren verboten"? An der Bushaltestelle bei der Klinik Linde hängt beispielsweise ein kleines Schild "Plakatieren verboten", und an dieser Bushaltestelle habe ich noch nie ein Plakat gesehen.

Bei Frage 3, ob der Gemeinderat die vorhandenen konischen Drehstände als brauchbar beurteilt und ob es noch andere gibt, ist die Antwort klar. Es hat in der Stadt 36 Standorte für Plakate, davon sind 12 solche Kulturnägel. Die Kulturnägel sehen sauber aus und machen einen gepflegten Eindruck, wie ich selber feststellen konnte. Aus meiner Sicht sind sie aber nur bedingt brauchbar.

Mit der Antwort auf Frage 4 bin ich zufrieden. Auch mit der Beantwortung von Frage 5, ob das Beispiel von Luzern in Biel übernommen wird, bin ich zufrieden. In Luzern werden nicht diejenigen bestraft, die die Plakate aufhängen, sondern die

Auftraggeber. Mir scheint dies der bessere Weg zu sein, um das wilde Plakatieren eindämmen zu können.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Besten Dank für die doch etwas gemischte Aufnahme des Geschäfts. Es gibt drei Punkte, zu welchen Herr Brassel weitere Informationen wünscht. Zwei davon kann ich gut beantworten und für den dritten gebe ich gerne an die Baudirektion weiter, weil dieses Thema beide Direktionen betrifft und auch das Strasseninspektorat involviert ist.

Frage 1 (Imageschaden) hat der Gemeinderat tatsächlich nicht so direkt beantwortet. Es steht nur, dass die wilde Plakatierung ein Problem darstellt. Daraus kann die Schlussfolgerung gezogen werden, dass das Image einen gewissen Schaden nimmt. Selbstverständlich wäre weniger oder bestenfalls keine wilde Plakatierung in der Innenstadt wünschenswert. Dort fällt sie ja auch am meisten auf, da die Innenstadt am meisten frequentiert ist, das ist klar. Ein gewisser Imageschaden entsteht auf jeden Fall.

Zu Frage 2, was unterdessen gegangen ist: Bei der Schwerpunktsetzung mit der Kantonspolizei hat der Gemeinderat die wilde Plakatierung in der Innenstadt aufgenommen. Die Kantonspolizei unterstützt die Stadt im Rahmen ihrer Möglichkeiten. Aber eben, für die Entfernung der Plakate ist vor allem das Strasseninspektorat zuständig. Dieses nimmt diese Aufgabe auch wahr, wie ja bereits erwähnt wurde. Leider gibt es aber diese Rückstände, die auf Kandelabern und so weiter zurückbleiben. Es wäre mit einem enormen Aufwand verbunden, wenn weitergehend gereinigt werden müsste. Es handelt sich um eine Einschätzungsfrage. Zu den Täfelchen, die eventuell angebracht werden könnten, soll sich der Baudirektor äussern.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Es stimmt, bei Punkt 3 ist auch die Baudirektion betroffen, soweit es um den Zentralplatz geht. Es sieht nicht schön aus. Das zuständige Personal ist aber sehr aktiv, wie ja auch gesagt wurde. Manchmal entfernen sie die Plakate sogar zwei Mal am Tag. Es geht jeweils keine zehn Minuten, bis wieder neue kleben. Natürlich ist das wilde Plakatieren verboten. Ich selber habe auch schon Polizeifunktion übernommen und die jungen Plakatierenden darauf angesprochen, ob sie wüssten, welche Arbeit sie da generieren. Sie äussern Verständnis und eine Zeit lang geht es gut. Aber nicht lange und sie beginnen wieder mit dem Plakatieren. Natürlich kann man überall Täfelchen mit der Aufschrift "Plakatieren verboten" anbringen, Herr Brassel. Man sollte aber nicht allzu naiv sein. Solche Täfelchen können auch einladend wirken. Ich glaube nicht mehr an diese Form der Rechtstaatlichkeit... Ich glaube nicht, dass sich jemand an solche Tafeln hält, selbst die Polizei kann wenig bewirken. Ausserdem sieht es ja dann auch unschön aus, wenn überall "Plakatieren verboten" steht. Dazu kommt, dass diese Aufforderung wohl in 25 verschiedene Sprachen übersetzt werden müsste. Deshalb muss ich sagen, es handelt sich um einen gut gemeinten Ratschlag; ich frage mich aber, ob er auch etwas nützen würde. An sich ist es ja eine Selbstverständlichkeit wildes Plakatieren zu unterlassen, aber wenn die Auftraggeber das nicht einsehen, wird es schwierig. Luzern hat einen interessanten Ansatz gewählt, indem der Veranstalter haftbar gemacht wird. In Biel müssten zuerst die gesetzlichen Grundlagen geschaffen werden. Diese sind zurzeit nicht gegeben. Es wäre auch interessant zu wissen, ob sogar der Werber bestraft werden könnte, dann könnte die

Stadt nämlich durchgreifen. Dazu müssten aber rechtsgenügende Bussen ausgestellt werden können und dafür fehlen die gesetzlichen Grundlagen. Jedenfalls ist dieser Ansatz interessanter als der mit den Täfelchen.

**Zuber Carine, PSR:** J'ai juste une remarque concernant les toupies culturelles. Lorsque je consulte les affiches sur ces toupies, j'ai de la peine à les lire car il faut se tourner dans tous les sens et se baisser. Si j'organise des spectacles et que j'ai envie de mettre des affiches, je vais les mettre ailleurs que sur ces toupies culturelles. Cependant, je suis contente qu'un tel service soit proposé par la Ville de Bienne. Je suis déçue, que le Conseil municipal n'envisage pas, à l'avenir, d'autres solutions plus satisfaisantes. Merci de votre attention.

**Brassel Urs, FDP:** Ich möchte nochmals kurz auf die Pylonen auf dem Zentralplatz zu sprechen kommen. Hier bräuchte es vier Schilder. Diese Lösung könnte einmal ausprobiert werden. Es würde sich sicher schnell zeigen, welche Wirkung sie haben.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich möchte mich zur Bemerkung von Frau Zuber zu den Kulturnägeln äussern: Ich glaube, von diesem Geschäft ist wirklich jede Direktion ein wenig betroffen. Hier ist es nun die Abteilung Liegenschaften der Finanzdirektion. Von dieser Abteilung erhielt ich die Antwort, dass gute Rückmeldungen vorliegen würden. Ich kann mir aber auch vorstellen, dies nochmals anzuschauen. Tatsächlich sind die Plakate manchmal übereinander geklebt, weil sie nicht gut nebeneinander platziert werden können. Nun gebe ich das Mikrofon an Herrn Moeschler weiter, der durch die Kultur von diesem Thema auch betroffen ist.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Effectivement, ces toupies culturelles nous préoccupent. Une même constatation a été faite, il y a huit ou neuf ans. Les affiches collées n'atteignent pas le but, auquel elles étaient destinées. C'est la raison pour laquelle, un contact avait été pris avec la Société générale d'affichage (SGA), à l'exemple de ce qui se fait dans d'autres villes, où il y avait des panneaux d'affichage culturel. La SGA avait accepté d'installer, si mes souvenirs sont bons, une douzaine de panneaux d'affichage de 24 surfaces, uniquement consacrées à l'affichage culturel dans la Ville. Cette décision avait été prise, sur la base d'évaluations négatives des toupies. Nous pouvons considérer, que ces 12 panneaux d'affichage ne suffisent pas. Il faut que nous réexaminions la chose. Un pas a cependant déjà été fait et le constat concernant les toupies est le même partout. Dans d'autres villes, ces panneaux d'affichage sont beaucoup plus lisibles, car ils sont plus concentrés qu'à Bienne. Là aussi, il y aura une adaptation à faire.



54. **Postulat 20090212, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Offrir des places de cinéma à moitié prix à tous les étudiants biennois dès 12 ans"**  
et
55. **Postulat 20090214, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Offrir des places de cinéma à moitié prix aux retraités biennois à bas revenus"**

(Textes des postulats et réponses du Conseil municipal, voir annexe n<sup>os</sup> 2 et 3)

Le Conseil municipal propose de rejeter les postulats.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Madame Fatima Simon va s'exprimer simultanément sur les points 8 et 9 de l'ordre du jour.

**Simon Fatima, Les Verts Bienne:** Je ne suis pas d'accord avec la réponse du Conseil municipal concernant les deux postulats de partenariat entre la Ville et les propriétaires de cinéma, dans le but d'offrir des places de cinéma à moitié prix aux étudiants et aux retraités. Malheureusement, j'ai pu constater, que ma demande n'aura pas le soutien du Conseil de Ville. Je tiens cependant à vous faire part de mes arguments.

Pour votre information, les prix cités dans votre réponse ne sont pas actuels. Vous avez mentionné le prix de 11 fr. par spectateur ou spectatrice, pour les émoluments de distribution. Selon l'enquête de Monsieur Strahm, surveillant des prix à la Confédération, ils se montent à 6 fr. par spectateur ou spectatrice. Le coût des billets de cinéma en Suisse est le plus élevé en Europe et même dans le reste du monde. Seul le Japon nous dépasse. Chez nous, les salles obscures sont surtout fréquentées par des personnes ayant une formation. Les tarifs actuels sont: le lundi, 13 fr. pour tout le monde, 14 fr. pour les retraité(e)s, 13 fr. pour les enfants et 17 fr. pour les adultes. La Guilde du film offre la possibilité d'avoir un abonnement dès 16 ans. La CarteCulture permet d'obtenir d'autres réductions au Filmpodium et à la Lanterne magique

Involontairement, il existe déjà un boycott, car l'Office fédéral de la statistique constate, qu'un tiers de la population de plus de 14 ans (32,4%) ne va jamais au cinéma, par manque de moyens. Ce partenariat ferait bénéficier autant la Ville que les cinémas. Le Marketing de la ville de l'avenir soutiendrait des valeurs culturelles, les cinémas auraient des salles bien remplies, les retraités des moments de plaisir et les enfants seraient dans un endroit culturel, plutôt que seuls. Une famille de quatre personnes doit déboursier 52 fr. (carte famille) et à cette somme il faut ajouter les popcorns et les glaces, ce qui fait environ 70 fr.

La crise financière nous fait vivre actuellement une période très difficile, une période marquée par l'augmentation du chômage, mais aussi par la baisse du pouvoir d'achat, accentuée par l'augmentation massive des primes des assurances maladie et d'autres charges. Comment voulez-vous que ces personnes puissent s'offrir des loisirs lorsqu'une moindre dépense suffit à aggraver leur situation financière. Hier soir, à la soirée de la table ronde sur le thème de la culture et de la politique dans le Jura et le Jura bernois, un des intervenants a regretté, que les jeunes ne s'intéressent pas à la culture. À mon avis, la possibilité d'accéder plus facilement au cinéma permettrait

aux jeunes et aux plus âgés de se familiariser et d'apprécier le cinéma et la culture en général. Comment et de quelle façon, la politique culturelle municipale de Bienne veut-elle favoriser l'accès de la population à la culture, alors que ces lieux ouverts à tout public, sont plutôt fréquentés par une certaine élite? Pour ne pas perdre espoir et afin de pouvoir revenir avec une nouvelle proposition, **je retire mes deux postulats**. Je vous remercie de votre attention.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Les postulats 20090212 et 20090214 sont retirés.

**56. Postulat 20090213, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Transports publics gratuits pour les enfants et les jeunes biennois de moins de 16 ans"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose de rejeter le point 1 du postulat et d'adopter le point 2 et de le radier du rôle comme étant réalisé.

**Simon Fatima, Les Verts Bienne:** Je ne suis pas d'accord avec la réponse du Conseil municipal, car j'avais demandé une collaboration entre la Ville et les Transports publics, afin d'offrir la gratuité à tous les enfants et les jeunes biennois de moins de 16 ans ainsi que de promouvoir auprès des jeunes l'utilisation des transports publics. Un des piliers majeurs de la stratégie du Conseil exécutif est le transfert du trafic automobile vers les transports publics, par le fait d'être plus écologiques. Presque 80% de tous les trajets motorisés sont parcourus en voiture. Si la politique biennoise appliquée est plus avantageuse, nous ne pouvons pas comparer le niveau social d'une ville ouvrière à celle de Berne.

Sur mes cinq postulats, seul celui des poubelles a été adopté. C'est à se demander si les poubelles sont plus importantes que les êtres humains? Si nous prenons en considération le rapport du Conseiller d'état socialiste, Philippe Perrenoud, sur la pauvreté dans le canton de Berne, nous pouvons constater, que l'objectif est de réduire la pauvreté de moitié, d'ici 2019. D'autre part, l'Union européenne a déclaré 2010, l'année de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. À Bienne, l'abonnement annuel junior coûte 414 fr. pour les jeunes de 16 à 24 ans et le billet simple course, pour les chiens et les enfants de moins de 16 ans, revient à 1 fr.50. La ville de Bienne offre aux élèves biennois, de la 3<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> année scolaire, un ABO zigzag, après d'interminables procédures, pour autant que la distance de leur domicile à leur lieu de scolarité soit importante ou que le trajet soit considéré comme particulièrement dangereux. Par principe, aucun abonnement n'est accordé à partir de la 7<sup>ème</sup> année. La ville de Lausanne élabore un projet pour la gratuité des transports publics à tous les élèves jusqu'à la 5<sup>ème</sup> année, qui habitent à plus d'un kilomètre de leur école. Dès la 5<sup>ème</sup> année, tous les jeunes jusqu'à 20 ans bénéficieront d'un abonnement Mobilis à moitié prix.

Les familles sont plus particulièrement touchées par la pauvreté et de nombreux parents réduisent leurs activités rémunérées, ce qui diminue leur revenu. Il ne suffit pas toujours de travailler et de toucher un salaire pour vivre dignement! Comme vous

l'avez mentionné, si la politique des transports à Bienne est considérée insuffisante, il faudrait intervenir auprès des communautés tarifaires ou des autorités cantonales. Oui, vous avez raison! Mais, vous avez peut-être oublié, que la Ville de Bienne a des élu(e)s cantonaux, pour défendre les intérêts de la population. Je compte sur votre soutien et vous remercie de votre attention.

**Magnin Claire, Les Verts Bienne:** Aujourd'hui, la question des transports publics devient absolument essentielle. Les CFF ont fait une opération marketing, digne d'intérêts. Elle a eu beaucoup de succès et a permis de familiariser les jeunes au transport ferroviaire, avec l'abonnement "Voie 7". La proposition de Madame Simon va aussi dans le sens d'une action par rapport à la question de la protection de l'environnement. C'est une manière à habituer les jeunes, à ne pas monter continuellement dans la voiture de papa ou de maman et ainsi de se faire transporter partout. Cela leur permet de prendre eux-mêmes le bus et de pouvoir se mouvoir dans les transports publics. Il s'agit aussi d'une éducation à l'autonomie. Si vous acceptez ce postulat, le Conseil municipal pourra aussi entrer en discussion avec la communauté tarifaire, afin de voir quels types de mesures il serait possible de prendre, afin d'encourager les jeunes à utiliser les transports publics. C'est dans ce sens que le postulat doit être vu. Merci.

**Rüfenacht Martin, Fraktion Forum:** Bei diesem Vorstoss schüttelte die Fraktion Forum den Kopf und reagierte mit Verständnislosigkeit. Für Jugendliche wird das falsche Zeichen gesetzt. Sind Fahrrad oder Rollschuh fahren oder gar zu Fuss gehen ungesund? Familien werden mit Beiträgen für die Musikschule unterstützt, aber auch Sportvereine erhalten namhafte Beträge. Die Fraktion Forum ist der Meinung, dass dieser Vorstoss ein falsches Zeichen setzt. Das Ziel, Jugendliche mit dem öffentlichen Verkehr vertraut zu machen ist nicht nachvollziehbar. Man könnte sich ja auch zum Ziel setzen, Jugendliche mit dem Taxi fahren vertraut zu machen und sie im Taxi nur noch den halben Preis zahlen lassen. Das ist das falsche Zeichen. Zum Bus fahren gehört ein gewisser Preis. Dieser ist bereits reduziert und mehr lässt sich scheinbar nicht machen. Sonst müsste ein ganz anderes, radikales Konzept erarbeitet werden. Den vorliegenden Vorstoss kann die Fraktion Forum jedenfalls nicht unterstützen.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Je ne pense pas avoir beaucoup d'arguments à ajouter. Tous les arguments figurent dans la réponse du Conseil municipal. Naturellement, nous pouvons nous imaginer une politique plus généreuse et trouver toutes sortes de bonnes raisons, afin que les prix soient plus avantageux. Actuellement, ceci n'est pas une priorité pour le Conseil municipal car tous les rabais supplémentaires seraient à la charge de la Ville. Plusieurs conseillers municipaux ont passé leur matinée d'aujourd'hui à la Direction des finances, pour savoir comment améliorer les perspectives financières de la Ville! Je peux vous dire, que la motivation à trouver de nouvelles occasions de dépenses, n'est pas très forte. Cet argument ne figure pas dans la réponse du Conseil municipal, mais qui s'y ajoute.

Madame Magnin, il faut effectivement sensibiliser les jeunes à utiliser les transports publics. C'est la raison pour laquelle, les Transports publics biennois sont présents dans les classes, afin de donner des conseils et d'encourager les jeunes à utiliser les transports publics. Le Conseil municipal a fait une proposition et c'est au Conseil de ville de trancher.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Un vote séparé est-il demandé pour les deux points du postulat? Ce n'est pas le cas.

## **Vote**

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

### **57. Postulat 20090216, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Fournir gratuitement des abonnements des transports publics aux retraités biennois à bas revenus"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

**Simon Fatima, Les Verts Bienne:** Avant de retirer le postulat concernant la gratuité des abonnements des transports publics aux retraités biennois à bas revenus, afin de réfléchir à une nouvelle proposition, j'aimerais apporter les clarifications suivantes: les retraités payent la moitié du prix de l'abonnement des Transports publics biennois, seulement s'ils sont bénéficiaire des prestations complémentaires AVS/AI. François Höpflinger, professeur de sociologie à l'Université de Zürich, a constaté que les bénéficiaires d'une rente AVS, malgré les prestations complémentaires et le système de trois piliers, que beaucoup de personnes âgées sont encore concernées par la pauvreté. Même si le prix de l'abonnement senior ou l'ABO zigzag coûte 414 fr. par année, c'est une somme trop élevée pour une grande majorité de personnes, qui ne bénéficient pas de l'aide sociale. La pauvreté chez les personnes âgées découle des conditions de vie antérieure. Plusieurs facteurs peuvent entraîner un déficit de protection sociale durant la vieillesse (le chômage, le temps partiel, l'interruption de l'emploi et le divorce). Deux tiers des rentiers AVS sont des femmes (65%) et une grande majorité a connu des interruptions dans la vie professionnelle. Elles connaissent plus souvent une situation de veuvage, car le taux de mortalité, durant la vie active, est plus élevé chez les hommes et en particulier chez les ouvriers. Alors que, dans de nombreux pays de la planète, la pauvreté est manifestée et la misère visible pour tout le monde, dans un pays riche comme la Suisse, la pauvreté reste souvent cachée. **Je retire mon postulat** et vous remercie de votre attention.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Je voulais simplement dire à Madame Simon, que je suis également très sensible aux arguments concernant la pauvreté, qu'elle a développée par rapport à ce postulat et au précédent. Les informations de Madame Simon sont à prendre très au sérieux. La société doit porter une responsabilité vis-à-vis des personnes à revenus faibles et par conséquent, l'aide sociale doit être un soutien à ces personnes et à ces familles. L'aide sociale ne se fait pas par des rabais sur des prestations, mais surtout de manière systématique au niveau cantonal et fédéral, de telle façon à ce que les personnes dans le besoin soient traitées de la même manière, sur l'ensemble du territoire national. Le postulat de Madame Simon est véritablement généreux. Des réflexions concernant l'aide sociale doivent se poursuivre à d'autres échelons. Je

pense, que plusieurs d'entre nous devons porter le message plus loin. Madame Simon, je vous remercie.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Le postulat 20090216 est retiré.

**58. Postulat 20090215, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Entrée gratuite à la plage pour les enfants biennois jusqu'à 16 ans issus de familles à bas revenus"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

**Simon Fatima, Les Verts Bienne:** Je ne suis pas d'accord avec la réponse du Conseil municipal. J'ai pu constater, que dans la CarteCulture l'entrée de la plage n'est réduite que de 30% et uniquement pour les bénéficiaires de l'aide social. Vous avez oublié, que plusieurs personnes essayent de vivre avec le minimum vital, sans pouvoir bénéficier de l'aide sociale. Sachez que les enfants, jusqu'à 15 ans, forment un groupe à risque de pauvreté et d'exclusion sociale, car après la naissance du premier enfant, de nombreux parents réduisent leur activité rémunérée, ce qui diminue leur revenu. En outre, les enfants coûtent chers.

Vu les disponibilités inexistantes et que les tarifs de 1 fr.70 (6 à 16 ans) ne soient pas exorbitants pour des salaires adéquats, pour d'autres c'est énorme. Les enfants de Saint-Imier, Renan, Sonvilier, Villeret, Cormoret et Courtelary (jusqu'à 18 ans révolus) bénéficient gratuitement, par le biais de l'école, d'un passeport pour le bassin de natation, la piscine et la patinoire. À Bienne, des millions sont investis dans d'autres projets, mais pour proposer des moments de détente aux enfants, une somme modeste vous semble démesurée. À mon avis, il y a un manque de volonté politique concernant la vie sociale et culturelle, pour un certain public. Actuellement, dans le Canton de Berne, une famille sur dix vit dans la pauvreté. Suite à une analyse sur les revenus actuels, les salaires inférieurs à 3000 fr. n'ont pas disparu. Après une estimation de l'Union syndicale suisse, l'Unia et le Parti socialiste, le revenu minimum doit avoisiner 3'600 fr., pour 13 salaires ou 3'900 fr. pour douze salaires, mais ces estimations sont encore loin d'être réelles. La situation est effrayante, car plusieurs familles sont concernées, en premier lieu, les familles monoparentales et les familles avec plus de deux enfants.

On constate, de manière générale, que la plupart des personnes pauvres ou menacées de pauvreté, dont le revenu ne dépasse que de peu le seuil de pauvreté, vivent dans des ménages comprenant au moins un enfant. Le taux élevé de pauvreté parmi les enfants découle, entre autres, de la précarité financière, de certains types de ménages (97 cas sur 100, le chef de famille est une femme). Alors que pour certains, la crise semble déjà toucher à sa fin, pour de nombreuses personnes, qui ont perdu leur emploi, elle ne fait que commencer. Vous êtes au courant, que la cuisine populaire doit répondre actuellement à une grande fréquentation des mères ou des pères avec leurs enfants. Comment voulez vous que ces familles puissent

avoir des moyens, pour payer l'entrée de la plage, l'abonnement de bus, le cinéma, etc. Je vous remercie de votre attention et compte sur votre soutien.

**Rüfenacht Martin, Fraktion Forum:** Auch mit diesem Vorstoss ist die Fraktion Forum nicht einverstanden. Sie ist der Meinung, dass Jugendliche lernen müssen, dass im Leben nicht alles kostenlos, zum halben Preis oder sonst wie vergünstigt erhältlich ist. In Vingelz oder im Erlenwäldli kann gratis gebadet werden. Das Erlenwäldli ist übrigens ein ganz cooler Tipp. Leistung hat seinen Preis und Jugendliche sollen das lernen. Meine Kinoeintritte habe ich seinerzeit mit Botengängen in der Nachbarschaft, mit Treppenhaus reinigen am Samstag oder Hinterhof wischen verdient. Auch Eintritte ins Strandbad habe ich mir so verdient. Ich kann mir nicht vorstellen, dass mir das geschadet hätte. Die Fraktion Forum kann diesen Vorstoss nicht unterstützen und bittet den Rat, ihr zu folgen.

**Ogi Pierre, PSR:** Je peux que soutenir la proposition faite par Madame Simon. L'entrée à la Plage de Bienne devrait être gratuite. Nous avons très peu d'accès convenables au lac. J'aimerais rappeler, qu'à l'époque, la Plage de Bienne était gratuite. Je peux vous assurer, que la Ville de Bienne n'avait pas fait faillite! La Plage était alors très fréquentée, c'était formidable, impeccable et propre. Actuellement, tout se paie! Si la Plage de Bienne était gratuite, combien la Ville de Bienne perdrait-elle d'argent? Pour la Plage, la Ville de Bienne fait un chiffre d'affaire d'environ 35'000 fr. par année. Ce ne serait pas une perte. Il me semble, que l'entrée à la Plage de Bienne devrait être gratuite pour tout le monde et durant toute l'année. Je soutiens le postulat de Madame Simon.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Le postulat ne demande pas la gratuité de l'accès à la Plage de Bienne pour tout le monde, comme l'a dit Monsieur Ogi et qui semble le regretter. Je vous rappelle, qu'une taxe d'entrée à la Plage a été exigée, par décision du Conseil de ville, sur proposition du Parti radical. Cette décision n'est pas remise en cause par ce postulat. Le postulat demande la gratuité pour les enfants issus de familles à bas revenus. Les arguments invoqués sont la stigmatisation des enfants. Si certains enfants obtenaient une réduction et d'autres pas, cela serait mal habile et ce n'est pas ce que nous souhaitons, en matière de politique sociale et pour l'accès à la Plage de Bienne. C'est un des éléments que je voulais souligner et pour le reste, je laisse au Conseil de ville, le soin de décider.

## **Vote**

sur la proposition de Madame Simon d'adopter le postulat 20090215

**La proposition est refusée.**

**59. Postulat 20090252, Fatima Simon, Les Verts Bienne, "Offrir des poubelles à la Vielle Ville"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

**Simon Fatima, Les Verts Bienne:** Je remercie le Conseil municipal d'avoir recommandé au Conseil de ville d'adopter le postulat. Il est primordial que le Conseil municipal puisse offrir, à ce lieu pittoresque, des poubelles en harmonie avec le décor. Je vous remercie de votre attention et compte sur votre soutien.

**Klopfenstein Hubert, Baudirektor:** Danke für die Zustimmung.

**Vote**

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Le point 14 de l'ordre du jour est renvoyé à une prochaine séance.

**60. Postulat 20090285, Werner Hadorn, SP, "Fusion de communes"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose de rejeter le postulat.

**Hadorn Werner, SP:** Ich bin nicht der erste, der einen Vorstoss zu diesem Thema einreicht. Soviel mir bekannt ist, deponierte Herr Nicati kürzlich einen ähnlichen, und ich unterbreitete bereits vor 14 Jahren einen solchen. Damals wurde er in der Fraktion SP klar befürwortet, unter anderen auch von Hans Stöckli. Der Mut verliess die SP wie auch den Stadtrat aber schnell. Nachdem das Geschäft damals lange liegenblieb, wurde es abgelehnt. Das damalige Hauptargument war eine Ausrede: es wurde gesagt, dass nur mit Nidau fusioniert werden könne, wenn alle Agglomerationsgemeinden mitmachten. Diese Überlegung ist falsch. Würde sie zutreffen, würden heute weder Bözingen noch Mett noch Madretsch zu Biel gehören. Heute wird dieses Argument auch nicht mehr vorgebracht, was auch zeigt, wie wertlos es war. Es ist klar, dass ich für eine Fusion bin. Ich habe zu diesem Geschäft ein riesiges Dossier zusammengestellt und brachte in der Begründung zu meinem Vorstoss auch einige Argumente, welche für eine Fusion sprechen. Ich möchte sie nicht wiederholen. Vier Punkte möchte ich jedoch nochmals betonen:

1. Bereits 1920 verlangte Nidau (Port 1951) eine Fusion mit der Stadt Biel. Diese Forderungen wurden von Biel anerkannt. In beiden Fällen wurde Biel durch den Grossen Rat zurückgebunden. Dieser war der Meinung, Biel dürfe nicht zu gross werden. Der Kanton Bern, vertreten durch den Grossen Rat, glaubte also, Biel sei stark. Durch eine Fusion könnte die Position von Biel weiter gestärkt werden. Die Bedeutung gegenüber dem Kanton nähme zu. Davon würden nicht nur die

BewohnerInnen von Biel, sondern auch von Nidau und Port sowie weitere fusionswillige Gemeinden profitieren.

2. Als Gegenargument wurde aufgeführt, dass Biel und Nidau in zwei verschiedenen Amtsbezirken lägen. Dieses Argument ist heute hinfällig, denn die damaligen Amtsbezirke gibt es nicht mehr.
3. Ich bin davon überzeugt, dass die Bedürfnisse der EinwohnerInnen von Nidau und auch von Port mit einer Fusion befriedigt werden könnten, ohne dass die Bieler Verwaltung gewaltig vergrössert werden müsste. Mit anderen Worten würden die Verwaltungskosten pro EinwohnerIn verringert. Es könnte ganz klar Geld eingespart werden. Dieser Spareffekt käme allen fusionierten Gemeinden zugute.
4. Es ist klar, dass viele Probleme einfacher lösbar oder bereits gelöst wären, wenn nicht zwei Verfahren eingeleitet werden müssten. Ich erinnere an die Diskussion um die Nationalstrasse, welche sicher schon beendet wäre, wenn nur eine Gemeinde mitreden könnte. Ein anderes Beispiel ist das Expo-Gelände, bei welchem der Streit zwischen Nidau und Biel dazu führt, dass dort seit bald zehn Jahren nichts mehr passiert.

Der Stadtpräsident wird sich anschliessend an mein Votum gegen das Anliegen meines Vorstosses äussern. Um die Debatte abzukürzen, dachte ich mir, ich sage einmal, was er dann sagen wird und ich kann mir so schon im Voraus antworten:

Der Stadtpräsident wird als erstes sagen, es sei ein Problem zwischen Löwen und Kaninchen: Biel wolle Nidau "fressen". Diese Argumentation trifft nicht zu. Der Gewinn, welcher durch eine Fusion erwirtschaftet werden könnte, kommt allen fusionierten Gemeinden zugute. Konkret bedeutet dieses Argument, dass mit einer Fusion zugewartet werden soll, bis die Steuern in Nidau oder Port so viel höher sind als in Biel, dass es nicht mehr auszuhalten ist. Dannzumal werden diese Gemeinden von selber auf Biel zukommen, wie dies seinerzeit mit Mett, Bözingen und Madretsch der Fall war. Dies kann aber einfach noch zehn oder zwanzig Jahre dauern.

Als zweites wird der Stadtpräsident anführen, dass ja bereits in vielen Bereichen zusammengearbeitet würde. In der Antwort ist eine lange Liste von solchen Kooperationen aufgeführt. In meinen Augen kommt dies einer Fusion auf "kaltem Weg" gleich. Dieses Vorgehen ist undemokratisch, da weder das Volk noch der Stadtrat etwas dazu sagen können. Mir kommt es wie die Zusammenarbeit mit der EU (Europäische Union) vor: die Schweiz will nicht beitreten, dafür macht sie lauter wacklige Verträge, zu welchen das Volk nichts zu sagen hat. Für mich ist diese Analogie verblüffend.

Als drittes wird Hans Stöckli sagen, die Resultate dieser Kooperationen müssten zuerst abgewartet werden. Ich frage mich, wo überhaupt noch Abklärungsbedarf besteht. Alles ist längstens ausgewertet. Zudem fordere ich genau das in meinem Vorstoss: einen Bericht, welcher die Bedeutung sowie die Vor- und Nachteile dieser Kooperationen aufzeigt.

Schlussendlich wird Hans Stöckli anführen, der Zeitpunkt sei falsch. Dieses Argument hört man immer wieder. Ich weiss nicht, wann der richtige Zeitpunkt wäre. 1997 wurde gesagt, es sei eine gute Idee. Trotzdem wurde nicht darauf eingegangen. Vor zwei Jahren sagte mir Bernhard Stähli, der ehemalige Stadtpräsident von Nidau, es gehe sicher noch zehn Jahre. In zehn Jahren wird man wieder sagen, es müsse noch gewartet werden, es sei nicht der richtige Zeitpunkt. Dies ist eine sehr mutlose Einstellung.



Als letztes wird der Stadtpräsident sagen, die Nidauer seien klar dagegen, sie wollten lediglich mit Ipsach fusionieren. In meinen Augen wäre auch das eine Löwe-und-Kaninchen-Situation. Ich bin nicht so sicher, ob Nidau wirklich dagegen wäre, mit Biel zu fusionieren. Natürlich weiss man von Nidauer Honoratioren, dass sie sich der Tradition verpflichtet fühlen. Nidau müsse Nidau bleiben, es habe ein Schloss und eine Vergangenheit und wäre einmal die grösste Stadt in der Region gewesen. Es darf aber nicht vergessen werden, dass die Mobilität der Bevölkerung stark gewachsen ist. Auch Nidau hat viele Zugezogene. Diesen ist die Tradition sicher nicht so wichtig wie der alteingesessenen Nidauer Bevölkerung. Ich glaube, dass die Zugezogenen in der Mehrheit sind. Sie sind weniger an der Tradition des Schlosses interessiert als daran, dass die Gemeinde einen effizienten, gut funktionierenden Service Public anbietet. Es ist klar, dass es nicht sehr wirkungsvoll ist, wenn zwei Gemeinden immer wieder das Gleiche tun. Übrigens fördert der Kanton bewusst Fusionen. Auch in unserer Region gibt es viele Fusionen, deren Sinn man offenbar eingesehen hat.

Ich verlange in meinem Vorstoss keine Fusion. Es handelt sich auch nicht um eine Motion, sondern um ein Postulat. An diesem möchte ich festhalten und bitte den Stadtrat, den Vorstoss erheblich zu erklären. Das Postulat fordert einen Bericht über die Vor- und Nachteile einer Fusion. Es will die Diskussion entemotionalisieren, so dass nicht aufgrund eines komischen Bauchgefühls, sondern aufgrund von Fakten über das weitere Vorgehen diskutiert werden kann. Dies braucht etwas Mut. Guido Müller hatte diesen Mut, ich hoffe, der Stadtrat hat ihn heute Abend auch.

**Kaufmann Stefan, Fraktion Forum:** Die Fraktion Forum bringt diesem Vorstoss grosse Sympathien entgegen. Wie Sie wissen, sind im Forum verschiedene Parteien und auch verschiedene Meinungen vertreten. Deshalb spreche ich vor allem im Namen der FDP. Die FDP Biel und die FDP Nidau führen schon lange Gespräche, in welchen ein politischer Weg für eine Fusion eruiert wird. Es ist mir klar, dass Biel Nidau nicht schlucken kann. Wenn schon, muss die ganze Agglomeration zusammenwachsen. Die Argumentation des Gemeinderats stimmt in gewisser Hinsicht. Die FDP-Mitglieder von Nidau finden Gemeindefusionen zwar gut, sehen jedoch eher eine Fusion mit Ipsach. Ipsach möchte mit Bellmund fusionieren, Bellmund mit Merzligen oder mit St. Niklaus. Irgendjemand ist der Kleinste und muss ja sagen. Keine kleine Gemeinde will mit einer grösseren fusionieren. Das ist einfach so. Dies konnte auch bei der Abstimmung über die Fusion zwischen Lyss und Buswil beobachtet werden. Lyss nahm die Fusion mit grosser Mehrheit an, Buswil ganz knapp. Wäre die Abstimmung nicht an der Urne, sondern an einer Gemeindeversammlung durchgeführt worden, hätte Buswil die Fusion vielleicht sogar abgelehnt.

Der Stadtrat kann das Postulat annehmen und einen Bericht erstellen lassen. Die Fraktion Forum ist aber eher der Meinung, dies sei nicht notwendig. Eine solche Fusion braucht Zeit. Die Bereitschaft, sich mit einer grösseren Gemeinde zusammenzuschliessen, muss auch in der kleineren Gemeinde vorhanden sein. Deshalb wird die Fraktion Forum mit grosser Mehrheit den Antrag des Gemeinderats unterstützen.

**Liechti Gertsch Teres, Fraktion SP:** Ich habe keine einfache Aufgabe. Im Auftrag der Fraktion SP muss ich gegen den Antrag des Genossen Hadorn sprechen. Zudem

muss ich auch noch Herrn Kaufmann von der Fraktion Forum Recht geben. Kurz zusammengefasst ist es effektiv so, dass die Fraktion SP, genau wie die Fraktion Forum, viele Argumente aus Werner Hadorns Vorstoss nachvollziehen kann. Wie der Gemeinderat empfand es aber auch die Fraktion SP als Tatsache, dass eine Löwe- und-Kaninchen-Situation vorliegt. Es kann nach einem "unfriendly takeover" aussehen, wenn der Grosse dem Kleinen eine Fusion vorschlägt. Deshalb ist die Fraktion SP der Meinung, der Gemeinderat habe sich richtig positioniert. Was ich mir aber aufgeschrieben habe und auch bereits Herr Kaufmann sagte ist, dass halt schon viel über den Dialog zwischen den Parteien läuft. Hier sind die Bieler und Nidauer Parteien gefordert. Werner Hadorn sagte einmal, dass Personen, welche keine politischen Ämter ausüben, nicht sosehr darauf achten würden, wer wem die Fusion vorschlägt. Unter Umständen kann dies sein. Aufgegleist würde eine Fusion aber trotzdem über die Politik. Deshalb muss der Dialog über die Parteien laufen. Dann wird sich zeigen, was machbar ist und wie eine Fusion allenfalls angegangen werden müsste. Die Fraktion SP glaubt aber nicht daran, dass nun einfach dieser Vorstoss überwiesen werden kann und dieser dann den Weg für eine Fusion ebnen wird. Trotzdem ist sie der Meinung, dass der Vorstoss ein gutes Instrument sein kann. Dies ist keine billige und harmoniesüchtige Anmerkung, sondern die Realität. Wenn der Öffentlichkeit klar wird, dass der Stadtrat solche Überlegungen anstellt, aber einfach dem Kleineren den ersten Schritt überlassen will, dann kann das eine gute Ausgangslage sein. Die Fraktion SP heisst es mehrheitlich gut, dass die Diskussion weiter geführt wird. Ansonsten geht sie mit dem Antrag des Gemeinderats einig.

**Sutter Andreas, Fraktion SVP plus:** Frau Liechti, es gibt noch andere Konstellationen. Vor ungefähr zwölf Jahren haben Brigitte Deschwanden (SP Nidau) und ich einen wortgleichen Vorstoss im jeweiligen Stadtparlament eingereicht, welcher in etwa das gleiche Anliegen hatte wie der heute diskutierte von Herrn Hadorn. Beide Vorstösse wurden mit ähnlichen Begründungen abgelehnt. Der Gemeinderat meint, es liege nicht am grösseren Partner, eine solche Fusion zu initialisieren. Ich bin der Meinung, dass auch andere Überlegungen angestellt werden können. Herr Hadorn schlägt vor, zuerst einen Bericht zu erstellen, in welchem verschiedene Gebiete, in welchen bereits operativ oder faktisch zusammengearbeitet wird, aufgelistet werden und Vor- und Nachteile aufgezeigt werden. Dies ist nicht in dem Ausmass ehrenrührig, wie der Vorschlag einer Fusion durch den grossen Partner sein könnte. Ein solcher Bericht würde erst recht Fakten schaffen, mit welchen aufgezeigt werden könnte, wer Wasser, Strom und Gas wo bezieht, und dass der Trolleybus schon längstens quer durch die ganze Agglomeration fährt. Nur bei der Feuerwehr ist die Situation anders. Dort haben sich zwei Kleine zusammengeschlossen. Es ist absolut widersinnig, dass Nidau seine Feuerwehrgarage ausgebaut hat. Diese liegt weniger als einen Kilometer von der Feuerwehrzentrale der Stadt Biel entfernt. Heute macht das schlicht keinen Sinn mehr und provoziert Doppelspurigkeiten. Selbstverständlich ist die heute bestehende Schneise ein Hindernis. Deshalb möchte ich hier auch gerade anfügen, dass ich kein Gegner des Westastes bin. Der Graben besteht aber. Es gibt gewisse Schwierigkeiten, den Salzhausplatz zu überqueren. Mit dem Westast sollte dies verbessert werden, wenn die A5-Umfahrung komplett ist.

Ich persönlich werde das Postulat, so wie es Herr Hadorn ausführlich dargelegt hat, mit Überzeugung unterstützen. Ich kann aber nicht für die ganze Fraktion sprechen. Auch dort werden diese Überlegungen gemacht. Die Tatsache, dass ich mit Frau

Deschwanden zusammengearbeitet habe, hat zugegebenermassen auch mehr mit dem Personalmangel bei der SVP Nidau zu tun als mit der Überzeugung, dass ein solches Projekt wirklich auf dieser Ebene aufgelegt werden könnte. Schlussendlich glaube ich aber, man wäre sich weitgehend einig. Wie ich bereits dargelegt habe, bin ich mit Herrn Hadorn durchaus einig und ich kann seine Argumente nachvollziehen. Dem Gemeinderat möchte ich beliebt machen, doch einmal einen objektiven Bericht zu erstellen und diese Fakten auf den Tisch zu legen. Dann kann mit einer gewissen Objektivität und ohne allzu viele Emotionen über eine Fusion diskutiert werden und dem kleineren Partner können faire Vorschläge unterbreitet werden.

**Wiher Max, Fraktion GLP:** Es freut mich, dass ich als erster Redner für eine geschlossene Fraktionsmeinung eintreten darf. Die Fraktion Grünliberale unterstützt den Vorstoss von Herrn Hadorn geschlossen und mit Überzeugung. Die Argumente leuchten ein und machen Sinn. Der Antwort des Gemeinderats entnimmt unsere Fraktion, dass auch er grosse Vorteile für eine Fusion sieht. Das Argument, dass dieser Bericht nicht erstellt werden solle, weil er für kleinere Gemeinden ehrverletzend sein könnte, finde ich stark übertrieben. Im Gegenteil, der Bericht stellt keine Forderungen, er legt lediglich Fakten auf den Tisch. Eine Entscheidung soll ja emotionslos und aufgrund von Fakten gefällt werden. Deshalb unterstützt die Fraktion Grünliberale das Anliegen, einen Bericht zu erstellen, in welchem möglichst viele Fakten gesammelt werden. Vielleicht kann dieser Bericht auch den anderen Gemeinden zugestellt werden, so dass sie ihn aus ihrer Sicht lesen und beurteilen können. Biel muss nicht erläutern, wie diese Fakten zu interpretieren sind. Wenn jetzt ein Bericht erstellt wird, dient dieser dazu, das ganze Thema Fusion nüchtern anzugehen und zu beurteilen. Deshalb wird die Fraktion Grünliberale diesen Vorstoss unterstützen.

**Liechti Gertsch Teres, SP:** Herr Sutter, Sie haben Pech, dass Sie falsch zitiert werden. Sie sagten, die Diskussion um eine Fusion sei nicht ehrenrührig. Von Ehrverletzung haben Sie nicht gesprochen. Aber eigentlich wollte ich Folgendes sagen: Ein Bericht wäre doch wirklich eine gute Sache. Aus Sicht der Fraktion SP sollte er aber - wie gesagt - nicht vom Grossen erstellt werden. Was spricht dagegen, dass sich die beiden Gemeinden einmal zusammensetzen? Vielleicht wäre es eine Möglichkeit, dass die Stadtpräsidenten von Biel und Nidau und ihre Teams einmal zusammensitzen und schauen, ob gemeinsame Eckpunkte für einen Bericht definiert werden könnten. Sie könnten diesen Bericht ja dann von sich aus in Auftrag geben. Aus meiner Sicht wäre dies der gute Weg. Dann läge ein Bericht vor und die Sache wäre gut aufgelegt.

**Moser Peter, FDP:** Ich habe sehr grosse Sympathien für den Vorstoss von Herrn Hadorn, verstehe aber auch alle, die dagegen gesprochen haben. Eine Fusion muss von unten nach oben wachsen. Sie kann nicht von oben verordnet werden. Aber, wenn Herr Hadorn am Montag hier gewesen wäre, hätte er aus dem Bericht Metron AG zur Autobahn Folgendes erfahren, ich zitiere: *"Die Stadt Biel, Nidau und Port wachsen besser zusammen, weil die Trennwirkung durch die erhebliche Verkehrsbelastung entfällt und die entsprechenden Strassen gestalterisch aufgewertet werden können."* Dies mit einem Zeithorizont bis 2030. Herr Hadorn sagt ja nicht, morgen solle fusioniert werden. Die Fusion ist aber etwas, das kommen wird. Auf dieses Ziel muss hingearbeitet werden. In 20 Jahren wird Biel sicher vor dieser Frage stehen. Die Autobahn wird dazu beitragen, dass Biel und Nidau näher

zusammenwachsen. Deshalb bin ich der Meinung, diesem Postulat könnte ruhig zugestimmt werden. Herr Hadorn möchte aber den Auftrag etwas breit fassen und das halbe Seeland untersuchen. Ich würde ihm empfehlen, nur den ersten Absatz als Postulat überweisen zu lassen und den Rest zu streichen. Sonst kommt der Gemeinderat wirklich in einen Konflikt, weil er nicht weiss, was zu tun ist. Den ersten Absatz könnte ich als Postulat aber wirklich unterstützen.

**Baltzer Niklaus, SP:** Ich bin einer, der die Minderheitsmeinung der SP vertritt. Ich unterstütze den Antrag von Werner Hadorn. Trotzdem möchte ich noch einiges sagen. Die letzten Eingemeindungen in Biel wurden vor 80-90 Jahren gemacht. Vor fünf bis sieben Jahren wurde der Gedanke einer Fusion in Nidau empört abgelehnt. Ich denke, dass, will man heiraten, die Braut auch eine gewisse Schönheit haben muss. Mein Eindruck ist aber, dass die Nidauer stur nach Ipsach, auf keinen Fall aber nach Biel schauen. Sie schauen deshalb nach Ipsach, weil sie nicht nach Biel schauen wollen. Eigentlich wollen sie ja gar nicht nach Ipsach schauen, sie tun es aber, damit sie nicht nach Biel schauen müssen. Was gefällt denn in Biel nicht? Übrigens wäre auch das etwas, was im Bericht festgehalten werden könnte. Deshalb bin ich nicht dagegen, dass ein Bericht erstellt wird.

Es gilt aber zu bedenken, dass Biel zum Teil heute noch an den früheren Eingemeindungen leidet. Sie denken jetzt wohl, ich spinne. Wenn ich aber zum Beispiel die SP anschau, muss ich sagen, Biel leidet noch immer im Sinne eines Quartierdenkens an den Eingemeindungen des letzten Jahrhunderts. Dies gilt leider nicht nur für die SP, sondern ist eine relativ verbreitete Situation. Als ich 1996 nach Biel kam, fragte ich die Nachbarin, warum sie hier sei. Sie sagte mir, sie sei von auswärts zugezogen aber sie könnte nie in einem anderen Quartier als Bözingen wohnen. Ich fragte mich, warum dies so ist. Es ist in Biel einfach so, dass ein extrem kleinliches Quartierdenken vorherrscht und man froh sein kann, dass nicht gerade ein Quartierkrieg entbrennt. Dies ist nicht nur in der SP so. Die Nachbarin war keine SPlerin, sondern eine gewöhnliche Nachbarin! Ich habe das Gefühl, dass hier die Geschichte von Biel immer noch nachwirkt.

Wenn der Bericht nachweisen würde, dass hier noch gewisse Revisionen vorgenommen werden müssen, würde ich dies begrüßen. Übrigens hört man auch von anderen Parteien häufig solche quartiergebundenen Fragen. Dieses Problem besteht auch in anderen Organisationen. Der Samariterverein beispielsweise konnte erst kürzlich gesamtstädtisch fusioniert werden, und dies auch nur, weil er sonst ausgestorben wäre. Auch die Burgergemeinden haben Mühe mit Fusionsplänen. Kürzlich traf ich an einer Aktionärsversammlung unserer Firma ein Mitglied des Burgerrats. Ich sprach ihn darauf an und sagte, ich fände es seltsam, dass in Biel zwischen den Quartieren ein so schlechtes Verhältnis herrsche, zumal es keine sozialen Hintergründe dafür gebe. Darauf antwortete er mir, er habe in seinem Wald dicke Bäume. Wie solle er mit einer Burgergemeinde, die in ihrem Wald nur dünne Bäume habe, fusionieren? So wurde mir das erklärt. Deshalb habe ich viel Verständnis dafür, dass in diesem Bereich noch viel Arbeit nötig ist.

**Gurtner Roland, Passerelle:** J'ai une question à l'attention de Monsieur Stöckli. Cette question de la fusion de communes a-t-elle été déjà abordée dans le cadre de seeland.biel/bienne? Si tel n'est pas le cas, ce thème ne devrait-il ou ne pourrait-il pas être abordé dans ce cadre-là, dans un premier temps et d'une manière générale,

dans un deuxième temps, avec les communes intéressées? Serait-ce là une voie à suivre?

**Nicati Alain, PRR:** Tout ce que Monsieur Hadorn a écrit dans son postulat est correct. Il est vrai, que nous devrions connaître ces informations. Par contre, n'oublions pas, que ce n'est pas à la Ville de Bienne, d'aller dire aux autres communes, ce qu'elles doivent faire. Si nous réalisons le postulat de Monsieur Hadorn, ce sera la Ville de Bienne qui aura lancée l'idée au départ et nous entendrons, durant 20 ans, cette histoire. Les gens diront, que les biennois ont voulu, que les communes fusionnent. Nous avons un intérêt évident, à ce que ce soit les communes, qui posent la question d'une éventuelle fusion. Le Conseil municipal doit certainement entreprendre quelque chose avec la Commune de Nidau, afin que l'idée de fusion se fasse. Si nous voulons garantir un avenir constructif, la demande doit émaner de la Commune de Nidau.

**Stöckli Schwarzen Heidi, SP:** Wahrscheinlich ist es allen Stadtratsmitgliedern klar, dass Fusionen ein heikles Thema sind, vor allem für kleinere Gemeinden. Deshalb gehöre ich auch zu denjenigen, die der Meinung sind, dass dieses Thema nicht von den Grossen forciert werden sollte. Angesprochen darf es aber sicher werden. Ich denke, eine Eingemeindung darf nicht mit einer Fusion gleichgesetzt werden. Eine Fusion sollte heute ein Zusammengehen von zwei gleichwertigen Partnern sein. Es darf nicht passieren, dass der Grössere den Kleineren frisst, so wie dies in der Vergangenheit oft der Fall war. Da die Kleinen so Mühe haben und es für sie immer schwieriger wird, müssten diese Diskussionen in einem anderen Rahmen geführt werden. Ich würde in die gleiche Richtung zielen, wie es Herr Gurtner angetönt hat. Ich denke, ein guter Ort, um solche Fusionen anzusprechen und wo fruchtbare Gespräche möglich wären, ist die Regionalkonferenz seeland.biel/bienne. In diesem Gremium sind viele kleine, aber auch grössere Gemeinden vertreten. Es ist der geeignete Ort, um das Thema Fusionen anzusprechen und diese Entwicklung voranzutreiben. Hier gibt es auch weniger Berührungsängste und es sind nicht schon Erwartungen vorhanden. Die Möglichkeiten zum Diskutieren sind gut.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** Effectivement, la fusion de communes est un thème à l'ordre du jour, dans de nombreuses régions et c'est intéressant. Je trouve, que ce postulat est particulièrement intéressant. Ce qui me fait plaisir ce soir est, que nous fassions une réflexion, qui a un caractère un peu historique. L'étude demandée doit être crédible, également pour les communes concernées, que ce soit Nidau, Évilard et toutes les communes citées dans ce postulat. Si l'étude est commanditée par le Conseil municipal de Bienne, sa crédibilité sera d'autant moins forte auprès des autres communes. Je rejoins ce qui a été dit tout à l'heure, c'est-à-dire de choisir, peut-être, l'Association seeland.biel/bienne, pour amener cette idée. Dans tous les cas, si le postulat devait être accepté, il faut que toutes les communes concernées soient associées à l'étude et que le mandat soit donné, non pas par le Conseil municipal de Bienne, mais par les conseils municipaux des communes concernées. Sinon le signal, que nous allons donner, risque de faire capoter toute fusion de communes ultérieure et ce serait très dommage! Merci de votre attention.

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Ich bin sehr glücklich darüber, dass heute Abend keine einzige Stimme gegen eine Fusion mit Nidau erhoben wurde. Offensichtlich ist der Bieler Stadtrat einhellig der Meinung, dass es ein erstrebenswertes und sinnvolles

Ziel wäre, wenn Biel mit Nidau und anderen Agglomerationsgemeinden zusammengehen und enger zusammenarbeiten würde. Dies ist erfreulich. Ich nehme die Worte von Herr Baltzer auf. Er sprach von Hochzeiten. Biel möchte heiraten, ist bereit, macht sich Gedanken darüber, wo das Hochzeitsfest stattfinden soll, wieviele Kinder gewünscht werden, wo gewohnt werden soll, welche Ausbildung die Kinder haben sollen, welche Ferien geplant sind. Das Problem ist nur, dass eine Hochzeit zwei Partner braucht. Es hat keinen grossen Sinn, wenn sich Biel bis ins letzte Detail Gedanken darüber macht, wie es sich diese partnerschaftliche Ehe vorstellt, bevor der Partner das Ja-Wort gegeben hat. Genau das ist das Problem Ihres Vorstosses, Herr Hadorn. Ich habe den Bieler Parteien immer empfohlen, Kontakt mit den Nidauer Parteien aufzunehmen. Der Stadtrat von Nidau muss einhellig oder mehrheitlich dafür sein, dass ein gemeinsamer Bericht erstellt werden soll. Die beste Variante wäre, wenn sich ein überparteiliches Komitee in Nidau und Biel finden könnte, welches genau den gleichen Initiativtext in Nidau und Biel vorbereiten und zur Abstimmung bringen würde. Ich bin überzeugt, dass ein Zusammengehen in diesem Fall eine sehr gute Chance hätte. Wenn aber Hochzeitspartner Nummer 1 von Anfang an jedes Detail befiehlt, können Sie sicher sein, dass diese Ehe nie zustande kommen wird. Genau das ist das Problem des Vorstosses von Herr Hadorn.

Ich habe mit Nidau viel gemein. Tatsächlich bin ich in Nidau aufgewachsen. Wenn ich als Kind einen Match des EHC Biel schauen ging, war das selbstverständlich meine Mannschaft. Ich fuhr mit "meinem" Trolleybus von Nidau zum Eisstadion. Für mich war es völlig egal, ob dieser Trolley- ein Nidauer oder Bieler Bus war. Die Vorstellung, dass Nidau und Biel eine Einheit bilden, wird seit 30 oder 50 Jahren immer konkreter. Deshalb bin ich davon überzeugt, dass das Volk grossmehrheitlich eine solche Fusion vorantreiben möchte, wenn sie richtig aufgegleist ist. Guido Müller ist diesbezüglich wegweisend. Er bereitete die Fusion als Stadtpräsident von Nidau vor. Danach konnte er in einer ersten Phase nicht Bieler Stadtpräsident werden, weil die Verhandlungen scheiterten. Als Stadtpräsident von Nidau und Sekretär des Bieler Stadtschreibers hatte er jedoch eine ausgezeichnete Doppelfunktion, um eine Fusion voranzutreiben. Nach der Expo.02 war ich sehr guten Mutes, dass es möglich sein würde, die Zusammenarbeit mit Nidau echt zu verbessern. Bernhard Stähli wurde Stadtpräsident von Nidau. Mit ihm besteht ein sehr gutes Verhältnis, welches zum Glück auch die Geschichte rund um das Projekt AGGLOlac überstanden hat. Ich hatte immer grösste Achtung für Herrn Stähli und wir verstanden uns dementsprechend gut. Deshalb hegte ich grosse Hoffnungen, gemeinsam verbrachten wir die Expozeit. Ein typisches Beispiel war das Restaurant "Rüfi". Es befand sich auf Nidauer Boden, aber die Bieler fühlten sich dort am wohlsten. Es ist völlig klar, dass die Expo das Zusammenwachsen der beiden Städte gewaltig förderte. Auch die Wasserversorgung konnte zur beidseitigen Befriedigung gelöst werden. Auch dies war wichtig. Viele NidauerInnen sagen mir, seit sie Bieler Wasser hätten, sei es besser geworden. Man sagt, Liebe gehe durch den Magen. Deshalb dachte ich mir, vielleicht gehe die Zusammenarbeit mit Nidau über das Wasser, denn es war nicht selbstverständlich, dass sich Nidau in dieser Frage für Biel entschied, zumal es noch einen weiteren Konkurrenten aus dem ländlichen Raum gab. Trotzdem gewann Biel. Ich gebe auch zu, dass ich im Zuge der Gemeindereform, welche ja jetzt wieder überarbeitet wird, einen Hintergedanken hatte. Meine Idee war damals nämlich, dass ein fünfter Gemeinderatssitz für die Gemeinde Nidau geschaffen werden könnte, falls diese mit Biel fusioniert. Leider muss ich jetzt

feststellen, dass der fünfte Sitz nun geschaffen werden muss, bevor er den Nidauern übertragen werden kann.

Auf bürgerlicher und sozialdemokratischer Seite wurden intensive Gespräche zum Thema einer Fusion geführt. Wer an diesen Gesprächen teilnahm, wurde aber ernüchtert. Vielleicht kann dazu gesagt werden, dass es nicht die Vox populi gewesen ist, sondern eine "Vox der Parteien". Fakt ist aber, dass in unserem System alles, was nicht über Volksinitiativen eingebracht wird, über die Parteien und das Parlament in die Bevölkerung getragen wird. Dementsprechend war ich nach diesen Gesprächen tief enttäuscht. Aufgrund der Gespräche musste ich nämlich die mutige Initiative, welche sich über lange Zeit aufgebaut hatte, stoppen. Es wurde festgestellt, dass die Zeit noch nicht reif und das Opportunitätsfenster noch nicht offen ist. Es kann aber sein, dass sich dieses Fenster schon bald ein wenig öffnet. Ich kann mir vorstellen, dass die Zusammenarbeit mit Nidau stark verbessert wird, wenn das Projekt AGGLOlac erfolgreich lanciert werden kann. Ich möchte aber das Projekt AGGLOlac nicht noch zusätzlich belasten, indem es als Vorarbeit für eine Fusion verstanden werden könnte. Ich bin sicher, dass das Projekt AGGLOlac auch realisiert werden kann, wenn es nicht zu einer Fusion mit Nidau kommt.

Die Diskussion rund um die A5 wurde von Herrn Moser angesprochen. Es ist ganz klar, dass die A5 eine grosse Chance für das Zusammenwachsen von Biel und Nidau ist. Das Problem ist einfach, dass der Leidensdruck in unseren Nachbargemeinden nicht so hoch ist, wie er im Zeitpunkt der Eingemeindung von Mett, Madretsch, Bözingen und Vingelz war. Damals drängten diese Gemeinden auf ein Zusammengehen, weil sie wirtschaftlich echte Schwierigkeiten hatten. Der Hauptgrund war, dass diese Gemeinden ihre LehrerInnen nicht mehr bezahlen konnten. Deshalb waren sie froh, dass ihnen die grosse Stadt Biel in dieser finanziellen Situation zu Hilfe kam. Heute ist das überhaupt kein Thema. Nidau geht es zum Glück gut. Dementsprechend wäre es interessant, diese Studie zu erarbeiten. Ich würde dies sehr gerne tun, Herr Hadorn. Es geht aber nicht, dass Biel alleine die Initiative ergreift. Biel sollte vielmehr mithelfen, wenn Nidau eine solche Studie in Auftrag geben will. Interessant ist auch, dass von Nidau keine Reaktion auf diesen Vorstoss kam, obschon beide Exekutiven die besten Beziehungen pflegen. Ende Juni treffen sich Biels und Nidaus Gemeinderatsmitglieder beispielsweise zu einer langen Sitzung, um über sämtliche Themen, in welchen die beiden Städte zusammenarbeiten, zu diskutieren. Auch auf Stufe Verwaltung ist die Zusammenarbeit sehr eng. Die Beziehungen zu Nidau waren noch nie so gut wie heute und ich bin sicher, dass dies auch mit dem neuen Nidauer Stadtpräsidenten so sein wird. Es wäre schade, wenn diese guten Beziehungen jetzt durch die Erheblicherklärung dieses Vorstosses erschwert würden. Es ist klar, dass alle Beziehungen, welche weiter gepflegt würden, unter dem Gesichtspunkt einer möglichen Fusion betrachtet werden können. Dann würde alles, was zu einer Verbesserung der Beziehung zwischen den beiden Städten führt, dazu dienen, dass es schneller als dies die Politik wünscht, zu einer Fusion käme.

Herr Gurtner nannte [seeland.biel/bienne](http://seeland.biel/bienne). In der sogenannten Agglomerationskonferenz, in welcher sich die Gemeinden treffen, finden sehr gute Diskussionen statt. Es ist sehr erfreulich, dass die systematische Überarbeitung des entsprechenden Richtplans, welche Biel in Gang setzte, jetzt in der ganzen Agglomeration übernommen wurde. Das bedeutet, dass die Planungsüberlegungen,

welche in Biel gemacht wurden, in der ganzen Region überzeugten. Das ist ein unglaublicher Vertrauensbeweis zugunsten der Stadt. Auch durch die ganze Diskussion um die Bieler Seebucht und um das Projekt AGGLOlac konnten die Beziehungen zu den Agglomerationsgemeinden intensiviert werden. Frau Schwickert sagte mir vorhin, dass ich auch noch die Entwicklung beim Zivilschutz erwähnen könne. Auch dort werden demnächst Meilensteine erreicht, mit welchen vor drei bis fünf Jahren niemand gerechnet hat. Der Gemeinderat setzt auf die multilateralen Beziehungen und nicht auf eine Fusion. Der Beitritt der Schweiz zur EU kommt sicher nie zustande, wenn die EU sagt, die Schweiz müsse beitreten. Wenn dieses Bild für den Vorstoss von Herrn Hadorn übernommen werden soll, reicht es nicht, wenn der EU-Kommissar einen Bericht über die Vorteile, welche die Schweiz mit einem EU-Beitritt hätte, verfasst. Wenn schon muss die Schweiz diese Berichte verfassen, wenn sie dies will. Aber das ist natürlich ein ganz anderes Paar Schuhe. Auch wenn mir die Idee des Vorstosses sehr sympathisch ist und ich diesen Bericht ganz gern verfassen würde, muss ich den Stadtrat im Interesse einer Verbesserung der Beziehungen zu Nidau bitten, diesen Vorstoss nicht erheblich zu erklären. Vielmehr ersuche ich die Parteien nochmals, Kontakt mit ihren FreundInnen in Nidau aufzunehmen und diese zu motivieren, selber einen solchen Vorstoss einzureichen. Wenn in Nidau eine Mehrheit für einen solchen Vorstoss vorhanden ist, wäre Biel sicher bereit, sich überproportional an den Kosten dieser Studie zu beteiligen.

### **Vote**

sur la proposition de Monsieur Hadorn d'adopter le postulat 20090285

**La proposition est refusée.**

### **61. Motivation de l'urgence de la motion 20100149, Hans-Ulrich Köhli, Verts libéraux, "Aménagement de la place du Ring"**

**Köhli Hans-Ulrich, Fraktion GLP:** In dieser dringlichen Motion geht es um die Gestaltung des Rings. Es ist allen bekannt, was dort passiert ist. In den nächsten drei Monaten wird entschieden, wie der Ring gestaltet wird. Deshalb bitte ich um Dringlichkeit.

### **Vote**

sur la motivation de l'urgence de la motion 2010149, Hans Ulrich Köhli, Verts libéraux

**L'urgence est accordée.**



**62. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20100150, Pablo Donzé, Christoph Grupp, Groupe des Verts Bienne, "Place du Ring"**

**Donzé Pablo, Les Verts Bienne:** Pour les mêmes raisons, que celles évoquées par Monsieur Köhli, le Groupe des Verts aimerait avoir les réponses à ses questions, avant que la place soit réaménagée. Merci de soutenir l'urgence de l'interpellation.

**Vote**

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20100150, Pablo Donzé, Christoph Grupp, Groupe des Verts Bienne

**L'urgence est accordée.**

**Interruption de la séance: 19h45 - 20h55**

**63. Interpellation 20090288, Pierre-Yves Grivel, Forum Biel/Bienne, "Responsable de la sécurité, un rôle ambigu?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

**L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse.**

**Grivel-Pierre-Yves, PRR:** Je remercie le Conseil municipal et plus particulièrement la Direction de la sécurité des réponses apportées à mes interrogations, suite à une manifestation autorisée sur la voie publique, en juillet 2009. En résumé, j'ai appris et compris, que la Ville et la Police cantonale doivent collaborer pour ce genre d'événement et que les membres de la Police cantonale sont responsables du déroulement de la manifestation. J'ai compris, qu'une manifestation peut être acceptée ou refusée et que le Département de la sécurité donne son accord ou non. Selon le déroulement de la manifestation, la Police cantonale peut faire appel aux organes communaux compétents. C'est la raison pour laquelle, la Directrice de la sécurité et son adjoint, se trouvaient aux abords du cortège. Pour moi, toutes ces questions ont été clarifiées.

Par contre, je ne partage pas l'argumentation sur deux points. Une manifestation sur la voie publique ne devrait pas être acceptée, contre les services de police, chargés eux-mêmes de l'ordre public, pour nos citoyens. Là, j'ai un problème et je ne suis pas le seul! D'autre part, je respecte et défend les règles de la démocratie, mais je constate, malheureusement, que la loi cantonale, qui interdit le foulard, la cagoule, le masque ou le cache-face sous toutes ses formes, n'est pas contrôlée, ni corrigée. Ces personnes défilent devant le public et les médias, sans être inquiétées. Assumons nos actes et nos idées à visage découvert et ceux et celles qui choisissent l'illégalité sachent, qu'ils s'exposent à d'éventuelles sanctions. Je ne suis donc pas satisfait des réponses du Conseil municipal et vous remercie de votre attention.

**64. Interpellation 20090317, Pascal Fischer, Groupe UDC/PSL, "La Direction de la sécurité est-elle crédible?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

**L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse.**

**Fischer Pascal, Die Eidgenossen:** Ich danke dem Gemeinderat für die Antwort. Meine Interpellation heisst: "Ist die Sicherheitsdirektion glaubwürdig?" Lese ich die Antwort des Gemeinderats, komme ich zum Schluss, dass es sie gar nicht braucht.

In meiner Interpellation fragte ich, weshalb unsere grüne Sicherheitsdirektorin bezüglich der angesprochenen Demonstration nichts unternahm, obwohl allgemein bekannt ist, dass in der Schweiz ein Vermummungsverbot besteht. Demonstranten zündeten Rauchbomben und unsere Sicherheitsdirektorin stand gut gelaunt und lachend daneben, wie man es im TeleBielingue sehen konnte. In der Interpellation beschwerte ich mich auch darüber, dass man Haus- und LandbesetzerInnen machen lässt und trotz Reklamationen aus dem Volk nichts oder nur langsam etwas dagegen unternimmt. Der Gemeinderat schreibt, die operative und taktische Entscheidung liege bei der Einheitspolizei. Die Sicherheitsdirektorin sei nicht mitgelaufen, sondern habe in Ausübung ihrer Funktion nur Präsenz markiert. Welcher Funktion? Die Einheitspolizei war ja zuständig. Was meinte sie damit, als sie in regionalen Medien sagte, sie sei vor Ort, weil dies ihre Aufgabe sei? Es ist bekannt, dass linke Bieler PolitikerInnen solche zum Teil illegalen Aktionen unterstützen und sogar mitorganisieren. Anders kann ich mir nicht erklären, warum eine grüne Sicherheitsdirektorin nichts unternahm. Bezüglich der Rauchbomben gilt es auch zu bedenken, wie sehr die Grünen auf einen CO<sub>2</sub>-Ausstoss reagieren. Mit meinem Auto hätte ich weit fahren können, bis ich so viel CO<sub>2</sub> produziert hätte...!

Die "kooperative Unterstützung" der Einheitspolizei ist etwas weit hergeholt. Wenn die Einheitspolizei schon das Vermummungsverbot nicht kennt, hätte Frau Schwickert sie davon in Kenntnis setzen sollen. Wenn ich gerade von Kooperation spreche: warum ist die Sicherheitsdirektorin zur Unterstützung der Polizei nie im Eisstadion zu sehen? Sehr wahrscheinlich liegt dies nicht in ihrem Interessensgebiet. Dies lässt einen Rückschluss auf ihre persönliche Meinung und Haltung zu, finde ich. Und, liebe Medienschaffende, etwas kann doch nicht sein: wenn ich ins Fernsehen will oder einen Leserbrief schreibe, muss ich alles angeben und mich identifizieren, sonst wird mein Beitrag nicht publiziert. Handkehrum werden vermummte Personen interviewt, welche einen Papiersack über dem Kopf haben und deren Identität unbekannt bleibt. Ich denke, da wäre eine Richtigstellung über Ihr Medium nur angebracht gewesen. Was der Gemeinderat mit dem Satz in Punkt 9 sagen will, soll er mir doch bitte nachher noch rasch erklären. Der Gemeinderat verurteilt illegale Aktionen generell und geht mit dem Interpellanten einig, dass solche den Jugendlichen aber nicht nur schlechte Signale geben. Welche guten Signale gibt es bei nicht geahndeten illegalen Aktionen? Illegale Aktionen, egal welcher Art, sind sofort und unmissverständlich zu ahnden und zu bekämpfen. Bei den Autofahrenden geht es schliesslich auch.

Was mich jedes Mal wieder schockiert bei diesen vom Gemeinderat verfassten Standardantworten an das bürgerliche Lager ist die Leichtigkeit und Arroganz, mit welcher er die Meinung des Volkes deutet. Das Volk versteht immer alles falsch,

sogar das, was es mit eigenen Augen sieht. Der Gemeinderat schreibt in seiner Antwort: "*Gemäss Art. 12 Bst. f Abs. 3 des kantonalen Polizeigesetzes des Kantons Bern legt die Kantonspolizei die operativen und taktischen Belange für den Einsatz fest*" und entsprechend wären allfällige Massnahmen nicht durch die Sicherheitsdirektorin anzuordnen. Das heisst für mich nichts anderes, als es spielt eigentlich gar keine Rolle, ob die Sicherheitsdirektorin glaubwürdig ist oder nicht, es braucht sie schlichtweg nicht. Mit der Beantwortung meiner Interpellation bin ich nicht zufrieden.

**Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne:** Il y a des possibilités d'avoir des lectures très différentes d'un événement. J'étais présente à cette manifestation, j'ai même pris la parole et me suis réjouie de voir Madame Schwickert ainsi que Monsieur Glauser. Pour les personnes présentes et pour moi, le fait que le maintien de l'ordre ait été confié à la Police cantonale n'a pas signifié, que la Responsable de la sécurité de la Ville de Bienne, se désintéresse de cette même sécurité. Les personnes qui décidaient étaient présentes. C'était un message important, donné de la part du Département de la sécurité et également un message de communication pour la population. Nous avons le droit de manifester contre la police ou contre toute autre instance avec laquelle nous ne sommes pas d'accord et pouvons exprimer notre désaccord. Cette manifestation était un peu délicate, en raison du thème. La présence de Madame Schwickert et de Monsieur Glauser a permis une désescalade, dans un moment un peu difficile. Dans ce sens-là, je trouve que cette présence était importante. Pour le Groupe des Verts, la Responsable de la Direction de la sécurité est parfaitement crédible. Merci.

**Stöckli Hans, Stadtpräsident:** Ich ergreife das Wort nicht, weil es die Sicherheitsdirektorin nicht braucht, Herr Fischer. Vielmehr hat der Gemeinderat den Stadtpräsidenten mit der Antwort beauftragt, da Frau Schwickert ja persönlich betroffen ist. Ich möchte mich kurz halten, Herr Fischer. Ihre Frage betreffend Punkt 9 ist so zu verstehen, dass der Gemeinderat der Meinung ist, illegale Aktionen gäben falsche Signale nicht nur gegenüber Jugendlichen, sondern gegenüber allen. Selbstverständlich ist der Gemeinderat klar der Meinung, dass ungesetzliche Aktionen in keiner Art und Weise positive Signale senden können. Dies gilt für alle Bevölkerungsgruppen.

Im Übrigen gehe ich davon aus, dass Ihre Bemerkung wegen der nicht vorhandenen Notwendigkeit für eine Sicherheitsdirektorin ironisch gemeint war... Dass die zuständige Direktorin in heiklen Situationen jeweils vor Ort ist, kann im Gegenteil positive Wirkungen haben. Sie selber hätten ja auch gerne gesehen, dass Frau Schwickert bei den Eishockeyspielen anwesend wäre. Dies bedeutet ja, dass die Idee, vor Ort präsent zu sein, auch von Ihnen schlussendlich gutgeheissen wird. Ich glaube, es wurde sowohl in der ersten Antwort an Herrn Grivel wie auch in der Antwort an Sie ganz klar, dass auf bürgerlicher Seite Falschinterpretationen vorhanden waren, was die Anwesenheit von Frau Schwickert und Herrn Glauser anging. Ihre Anwesenheit sollte dazu dienen, Präsenz der Sicherheitsorgane der Stadt Biel zu markieren. Im Übrigen hoffe ich, dass es morgen Abend beim EHC-Match klappt.

**65. Interpellation 20090289, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "Où se situe Bienne dans la Région de la capitale suisse?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

**L'interpellant est satisfait de la réponse.**

**Grupp Christoph, Grüne Biel:** Ich danke dem Gemeinderat für die ausführliche Antwort. Daraus geht hervor, dass die Stadt Biel in den entsprechenden Gremien präsent ist und das Thema "Hauptstadtregion Schweiz" eng verfolgt und auch selber mitgestaltet. Mit der Antwort des Gemeinderats bin ich sehr zufrieden. Ich danke für die aktive Mitarbeit in den verschiedenen Gremien zur Positionierung unserer Stadt, auch im Verhältnis zur Hauptstadt Bern. Auf die Ergebnisse aus dieser Arbeit bin ich gespannt.

**Némitz Cédric, PSR:** Dans le contexte des réflexions à propos de la Région de la capitale suisse, permettez-moi cette question un peu provocatrice: Bienne est-elle aussi une capitale? Il faut bien sûr saluer l'engagement d'autres villes dans le cadre de la région de la capitale suisse et je m'y associe. Bienne est une ville importante pour ce partenariat, appelé à prendre une dimension nationale et il est donc juste qu'elle y contribue. Néanmoins, les questions demeurent et je profite de les poser:

- Bienne peut-elle se contenter de jouer un rôle de deuxième, troisième, voir quatrième plan, dans une structure envisagée autour de la capitale cantonale et fédérale? Historiquement la question est ancienne.
- Bienne doit-elle rester dans l'ombre de sa grande sœur bernoise?
- Bienne doit-elle se pencher dans le côté du Seeland?
- Quels sont les rapports de Bienne avec le Jura bernois?

En raison du bilinguisme, la Ville de Bienne a des responsabilités incontournables et doit les assumer. Comme plus grande ville de l'Arc jurassien, Bienne doit pouvoir jouer un rôle moteur, pour toute la région. Nous savons, que quelques résistances apparaissent. Des craintes sont émises, notamment à cause du rôle de la Ville. Bienne, avec ses partenaires, doit trouver la langue et les moyens de rassembler ce qui fait le meilleur de notre région. À ce que l'on entend ici et là et à ce qu'on lit trop régulièrement, il y a des progrès à faire, du côté des responsables politiques et du Conseil municipal biennois. Il faut trouver les mots et il faut aussi probablement changer les attitudes, afin que nos partenaires du Jura bernois, de l'Arc jurassien et du Seeland acceptent de construire un avenir commun. Ces prochains mois, plusieurs évolutions décisives se jouent dans l'Arc jurassien. Malheureusement, la Ville de Bienne semble tergiverser. Elle semble subir les événements, plutôt que de les conduire. Nous sommes toujours maintenus à l'écart de débats essentiels pour notre avenir et c'est inquiétant. C'est pour cette raison qu'une interpellation a été déposée à ce sujet et dont nous espérons pouvoir débattre, avant qu'il ne soit trop tard.

Je ne demande donc pas que Bienne devienne une capitale, je répète la question: Que peut faire Bienne de capital? Surtout, quel rôle capital peut jouer Bienne dans sa région? Je vous remercie.

**Sermet-Nicolet Béatrice, PSR:** C'est avec un grand intérêt que j'ai lu la réponse du Conseil municipal à l'interpellation de Monsieur Grupp. À nouveau, nous sommes devant un problème ou une situation, qui pourrait devenir historique. Je suis moins rhétorique que mon prédécesseur, nous ne sommes pas une capitale, nous le savons. Comme le rapport le dit, nous sommes la seule ville bilingue de la Région de la capitale suisse. Tirons parti de cette situation et demandons au Conseil municipal, que dans le comité cantonal ou dans les sous-comités, dans lequel notre ville sera représentée par le Maire et le Délégué de l'économie (à ma connaissance, ce sont deux personnes alémaniques), figurent aussi des représentants de la minorité francophone. Le Canton de Berne se veut un canton pont entre la Suisse alémanique et la Suisse romande et il se veut ouvert au multilinguisme et au bilinguisme. Personnellement, je trouverais important, que la minorité francophone de ce Canton soit associé aux réflexions et à ses comités. Il conviendra, dans cette représentation promise comme adéquate, que les francophones y soient aussi représentés. Je vous remercie de votre attention.

**Stöckli Hans, maire:** Der Interpellant ist ja mit der Antwort des Gemeinderats zufrieden. Da die Problematik eher bei den französischsprachigen Stadtratsmitgliedern besteht, versuche ich nun auf Französisch zu antworten.

Je crois, que l'on a un peu confondu la région. Ici, il est question de la Région de la capitale suisse. Cette région est formée de plusieurs cantons. La Ville de Bienne est une des villes, qui englobe la capitale suisse. Cette circonscription, cette région est en train de se former, afin de démontrer l'importance, non pas de Bienne, mais de la région autour de Berne. Cette action consistait à renforcer le "pool" de la Suisse, qui est dans le Mittelland, contre Bâle, Zürich, Genève et Lausanne. Je crois, qu'il n'y avait aucune raison à exiger un rôle de "leader" dans cette formation, d'autant plus, que le premier but est déjà atteint. Dorénavant, dans les travaux de la Confédération, on ne parle plus de grande région, Berne est considérée aujourd'hui comme "Hauptstadtregion". Nous verrons bien, si dans cette région, des choses communes pourront être entreprises. Pour l'instant, il s'agit plutôt d'une volonté. Il manque encore les projets concrets. Nous avons déjà vécu le projet "Espace Mittelland", avec la même organisation du territoire. Le territoire avait ensuite été élargi sur Genève. Ce fut la grande erreur, car le territoire avait été un peu trop élargi.

Pour revenir à la réflexion faite, vous avez plutôt parlé du rôle que Bienne doit jouer dans l'Arc jurassien. Là, c'est nettement plus difficile à déterminer, car aussi longtemps, que l'on parle d'un Arc jurassien, on pense à une entité monolingue. C'est clair, que la plus grande ville bilingue n'a rien à perdre dans cette entité, car la partie alémanique doit absolument avoir l'occasion d'exiger, de pouvoir vivre dans un espace bilingue. Pour l'instant, lorsque l'on parle de l'Arc jurassien, on pense à une entité géographique, plutôt monolingue. Le 22 avril 2010, de grandes manifestations, au niveau des médias, au niveau des livres et des discussions dans la partie de l'Arc jurassien, auront lieu. Si l'Arc jurassien est élargi à la région de Genève et de Bâle, en incluant des parties alémaniques, à ce moment-là, Bienne pourra jouer un rôle très important. Aussi longtemps, que Bâle Campagne, Soleure et la partie vaudoise sont exclues, je crois qu'il sera difficile de prendre part de cette évolution. D'autant plus, dans cette réflexion, le bilinguisme n'a pas le même poids, que Bienne donne à ce bilinguisme.

Madame Sermet, vous l'avez relevé, nous allons essayer de voir, dans quelle mesure, dans les organes de la nouvelle entité "Hauptstadtregion", il est possible d'introduire la partie francophone. Je suis toujours un peu étonné, lorsque vous exigez, que la représentation de Bienne soit formée par des personnes de langue française, car en principe, j'ai l'impression que les délégués de la Ville de Bienne, de part leur propre désignation, ont la tâche, la faculté et la volonté de représenter les deux entités linguistiques. Il ne faut pas créer artificiellement une séparation, lorsque Monsieur Moeschler représente la Ville de Bienne, dans un organe. Les suisses alémaniques ont aussi le droit d'exiger, que Monsieur Moeschler représente, non seulement les francophones, mais aussi les alémaniques. Lorsque le Maire de Bienne représente la Ville de Bienne, c'est clair, qu'il ne pense pas seulement à ses amis alémaniques, mais aussi à ses amis francophones, très appréciés. Ainsi, votre question se pose, mais peut-être qu'elle a déjà reçu une réponse, avant que nous ayons le droit d'exiger une extension de notre représentativité au sein des organes de cette nouvelle entité. Il est clair, que la Ville de Bienne a joué un rôle de moteur dans plusieurs projets. Je suis surpris d'entendre, que des politiciens de Bienne devraient changer de langage ou devraient être plus actifs. Il serait très intéressant de savoir, à quelles actions et à quelles paroles, l'intervenante a pensé. Dans plusieurs domaines, ce sont les représentants de Bienne, qui sont à l'origine de la création et de la réalisation, qui unissent l'Arc jurassien et le Pays des trois lacs. Il ne faut pas oublier, que nous avons tout intérêt à avoir une région bilingue.

Ich möchte Herrn Grupp dafür danken, dass er mit der Antwort des Gemeinderats zufrieden ist.

**66. Interpellation 20090258, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "Parachèvement ouest du Parc Elfenu"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

**L'interpellant est satisfait de la réponse.**

**Grupp Christoph, Grüne Biel:** Hier geht es um eine Frage zu einem Gebiet in der Nähe des heutigen Elfenauparks. Es gab eine Initiative, die verlangte, dass der Elfenaupark bis zur Strasse ausgedehnt würde und der Park auf der ganzen Fläche genossen werden könnte. Die InitiantInnen liessen sich seinerzeit vom Gemeinderat überzeugen, auf diese Forderung zu verzichten. Im Gegenzug wurde ihnen zugesichert, dass das restliche Gebiet im öffentlichen Interesse und mit einem öffentlichen Gebäude genutzt würde, welches insbesondere für Quartierinteressen und Kinderbetreuung zur Verfügung stehen würde. Ich nehme an, der Stadtrat kennt den momentanen Zustand dieses Gebiets: es wird seit Jahren als Parkplatz genutzt. Das heisst mit anderen Worten, dass die damals mit den InitiantInnen getroffene Vereinbarung bis jetzt nicht eingehalten wurde. Der Platz wird nach wie vor nicht im öffentlichen Interesse genutzt, sondern dort wird parkiert. Zum Teil sind die Parkplätze sogar an eine Mietwagenfirma vermietet. In dem Sinn kommen die Parkplätze nicht einmal direkt dem Quartier zugute, sondern sie werden noch extern vermietet. Leider muss in diesem Zusammenhang festgestellt werden, dass eine Parkplatzverordnung und somit die rechtliche Grundlage fehlt und ein Teil der

Parkplätze illegal entstanden ist. Offenbar wurde dieser Zustand "verschlampt" und kann heute nicht mehr rückgängig gemacht werden, da nun quasi Gewohnheitsrecht gilt. Das alles kann der Antwort des Gemeinderats entnommen werden. Von dem her bin ich zufrieden mit der Antwort, aber natürlich bin ich alles andere als zufrieden über den herrschenden Zustand. Es kann nicht sein, dass eine solche Zusage an BürgerInnen unserer Stadt gemacht wird und diese dann einfach verschleppt wird. Am Schluss wird dann einfach parkiert auf einer Fläche, auf welcher sehr viel Gescheiteres und Schöneres gemacht werden könnte. Mein Fazit aus dieser Geschichte ist: allen InitiantInnen, welche vielleicht im Moment ein Geschäft bei der Gemeinde hängig haben, würde ich empfehlen, bei Händeln mit der Stadt sehr vorsichtig zu sein. Es ist nicht sicher, dass die Vereinbarungen eingehalten werden... Dies ist ein bitteres Fazit, aber ich kann im Moment kein anderes ziehen. Meine Hoffnung ist einzig, dass für dieses Gebiet über kurz oder lang ein schlaues Projekt ausgearbeitet wird, welches tatsächlich der Öffentlichkeit dient und der momentane Zustand dadurch rückgängig gemacht werden kann.

**Stöckli Hans, Finanzdirektor:** Die Situation wurde in der Antwort genau so dargestellt, wie sie sich präsentiert. Es wurde nichts beschönigt. Über die Schlussfolgerung bin ich etwas überrascht. Wie Herr Grupp am Anfang sagte, waren dort immer Parkplätze. Es wurde nichts verändert ausser der Asphaltierung und Erweiterung um rund zehn Parkplätze, dies selbstverständlich als Übergangslösung. Die benötigten Schulinfrastrukturen wurden bisher an anderen Orten erstellt, so dass beim Elfenaupark im Moment kein dringlicher Bedarf besteht. Es gibt nun zwei Möglichkeiten:

1. Alles in eine Grünzone umzuzonen,
2. sofort ein Projekt zu starten, um diese Bauten zu erstellen.

Der Gemeinderat ist der Meinung, dass zum jetzigen Zeitpunkt weder eine Umzonung noch die unnötige Erarbeitung eines Projekts sinnvoll sind. Der Moment wird kommen, in welchem die Stadt froh sein wird, dass an diesem Standort eine Überbauung für öffentliche Zwecke realisiert werden kann. In der Zwischenzeit finde ich es gerechtfertigt, dass die Stadt das Land so nutzt, wie es immer genutzt wurde und auch einen Ertrag erwirtschaftet. Schliesslich liegt es auch im Interesse der Stadt, Einnahmen zu erzielen. Es ist aber sicher nicht so, dass die Abmachung mit den InitiantInnen verletzt worden wäre. Ich sprach heute bereits vom Zeitfenster der Opportunität. Es ist heute nicht dringend nötig, diese Bauten zu erstellen. Dies kann sich aber ändern, insbesondere wenn ein Kindergartenstandort in der Nähe des Sees aufgegeben werden müsste. In diesem Fall wäre die Stadt froh um diese attraktive Landreserve in der Innenstadt. Aus Gesprächen mit Mitgliedern des Initiativkomitees wurde klar, dass sie die öffentliche Nutzungsbeschränkung nicht aufheben möchten (damit könnten auch Bauten für private Nutzung erstellt werden). Im Moment bleibt also nichts anderes übrig, als den künftigen Generationen die Möglichkeit zu lassen, an diesem wunderbaren Standort Schulinfrastruktur und nebenschulische Betreuungsangebote zur Verfügung zu stellen.

**67. Interpellation interpartis 20090286, Dana Augsburger-Brom, SP, Christian Löffel, PEV, "Tram régional contre la politique des quartiers?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 13)

**Les interpellants ne sont pas satisfaits de la réponse.**

**Löffel Christian, EVP:** Frau Augsburger und ich unterstützen das Regiotram grundsätzlich. Dies ist eine der Voraussetzungen dieser Interpellation. Andere Voraussetzungen waren zwei Horrorvarianten der Trasseeführung des Regiotrams durchs Renfer-Areal. Die eine führte von der Schösslistrasse ins Schösslifeld, quer durch das Renfer-Areal. Das ganze Areal wäre komplett zerschnitten worden. Die zweite Variante war noch fast horrorträchtiger. Sie war auf der Nordseite der Schüss projektiert, dort wo die BewohnerInnen des Schössliheims jeden Sonntag in ihren Rollstühlen ausgefahren werden, wo hunderte von Schulkindern durchlaufen, wo mit Hunden spaziert und Velo gefahren wird. Beide Szenarien sind aus unserer Sicht völlig inakzeptabel. Frau Augsburger und ich wohnen dort. Nun kann uns Eigeninteresse vorgeworfen werden. Dieses ist aber wirklich nicht vorhanden. Frau Augsburger würde das Tram von ihrer Wohnung aus nicht einmal sehen. Es kamen aber viele QuartierbewohnerInnen zu uns und forderten uns auf, aktiv zu werden. Es könne nicht sein, dass das Regiotram von Personen geplant würde, die keine Ahnung vom sozialen Leben in diesem Gebiet haben. Schlussendlich wurde die Interpellation von 50% der hier anwesenden StadträtInnen unterzeichnet, was mich natürlich sehr freut.

Als ich die Antwort zum ersten Mal las, dachte ich: "Geht es eigentlich noch?" Es kam mir vor, wie wenn der Gemeinderat Nichteintreten auf diese Interpellation beschlossen hätte. In unserer Interpellation sprechen wir fünf Mal vom Renfer-Areal. Der Gemeinderat lässt dies in der Beantwortung links liegen und macht eher generelle Aussagen. Vielleicht hat die Interpellation einen falschen Titel. Vielleicht hätte das Renfer-Areal auch noch im Titel erwähnt werden sollen. Eigentlich weiss ich aber, dass unsere GemeinderätInnen intelligente Leute sind und haargenau wissen, worum es geht. Deshalb bin ich ziemlich enttäuscht über die Abfassung der Antwort. 50% des Stadtrats werden nicht ernst genommen. Der Gemeinderat geht nicht konkret auf die gestellten Fragen und beschriebenen Anliegen ein. Das ist schade. Im Gegenteil, er stellt sich dumm, indem er schreibt, es sei die Hypothese aufgestellt worden, das Tram sei mit der Quartierpolitik des Gemeinderats nicht kompatibel. Die gemeinderätliche Schwerpunktpolitik wurde aber nicht vom Stadtrat verfasst, sondern vom Gemeinderat selber. Dort steht unter Punkt 2 Lebensqualität in den Quartieren: *"Insbesondere soll die Lebensqualität in den Quartieren weiter aufgewertet werden."* Leider ist dies im Renfer-Areal nicht mehr möglich, es ist nämlich bereits aufgewertet. Es wurde genau so umgesetzt, wie es wohl für jedes Quartier in der Stadt wünschenswert wäre. Eine hohe Lebensqualität, gute Erschliessung durch den öV, ein Park, Begegnungszonen, die Schüss - genau deshalb ist das Renfer-Areal das Vorzeigeobjekt in Biel, welches seit Jahren in jeder Publikation vorkommt. Deshalb verstehen wir es nicht, wenn sich der Gemeinderat dumm stellt und diese Hypothese nicht verstehen will. Die zitierte Schwerpunktpolitik stammt aus der Feder des Gemeinderats. Leider reichte dies nicht, um genauere Antworten zu erhalten.



Ich weiss nicht, was Herr Stöckli bei den Besprechungen mit den QuartierbewohnerInnen des Renfer-Areals gemacht und was er ihnen versprochen hat. Wenn er dort aber das Gleiche erzählte, wie in der Antwort zur Interpellation steht, hätte er sich diese Besprechungen sparen können, weil damit keine Lösung hätte gefunden werden können. Heute ist es zum Glück so, dass beide erwähnten Varianten für die Traversierung des Renfer-Areals nicht mehr aktuell sind. Die eine Variante, die noch besteht und am Südufer der Schüss entlang führt, ist ebenfalls inakzeptabel. Dann gibt es noch eine Variante, welche via Mett geführt würde. Diese Variante kam durch eine halbe Doktorarbeit eines meiner Nachbarn, Christoph Jenni, zustande. Er machte die Arbeit der Planer - notabene unentgeltlich. Genau diese Variante war nun auch in der Vernehmlassung. Aus unserer Optik wäre dies die einzig richtige.

Wie sicher alle gemerkt haben, bin ich mit dieser Antwort ganz klar nicht zufrieden. Wenn Herr Stöckli nachher Stellung nimmt, wird er formal, juristisch, politisch und rhetorisch alles ins rechte Licht rücken und er wird dem Stadtrat sagen können, weshalb diese Antworten absolut richtig sind. Dies ändert aber nichts daran, dass er am Ziel vorbei schoss und den Stadtrat nicht ernst genommen hat.

**Augsburger-Brom Dana, SP:** Ich möchte den Ausführungen von Herrn Löffel noch folgende drei Punkte anfügen:

1. Wie sicher viele Stadtratsmitglieder wissen, wohne ich im Schösslifeld 69. Dies ist im Renfer-Areal. Vielleicht erstaunt es einige, dass ich mich einsetze, obwohl ich durch die vorgeschlagenen Varianten der Regiotramführung nicht persönlich betroffen bin. Bei keiner Variante hätte ich das Tram von meiner Wohnung aus gesehen. Meine Beweggründe für diese Interpellation sind weder persönlich noch privat. Ich vertrete die Meinung von vielen BielerInnen, BözingerInnen, MetterInnen, auswärtigen Interessierten und natürlich auch der AnwohnerInnen, welche einem vernünftigen öV-Projekt nicht im Weg stehen wollen. Vielmehr möchten sie konstruktiv mithelfen, dass das Projekt vernünftig und nachhaltig werden kann. Ich stehe hier für die Erhaltung des Naherholungsgebiets im Bereich des renaturierten Schüssufers, für die Bäume, Wohn- und Lebensqualität im Renfer-Areal, für die Quartierpolitik, den Langsamverkehr, die Schulwege und so weiter ein. Natürlich finde auch ich es schade, dass unsere Fragen, besonders Frage 1 *"Weshalb nimmt der Gemeinderat die vorgeschlagenen Varianten hin, ohne dabei die Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik zu berücksichtigen?"* zuwenig ernst genommen wurde. Meine Hoffnung ist nun die, dass die BürgerInnen im Rahmen des Mitwirkungsverfahrens ernster genommen werden und ihre Meinungen dort seriös einbezogen werden.
2. Frage 2 *"Weshalb hat sich der Gemeinderat nicht bereits im Vorfeld für eine alternative Linienführung, z.B. Mühlestrasse-Poststrasse-Längfeldweg, stark gemacht?"* sowie die Antwort darauf sind heute nicht mehr ganz aktuell. Die Variante Poststrasse wurde in der Zwischenzeit geprüft und war ein Teil des Mitwirkungsverfahrens. Sie hat sehr wohl ihre Vorteile und wird heute sogar als Chance für Mett gehandelt.
3. Ich möchte dem Gemeinderat noch eine Frage stellen. Diese betrifft den Punkt 4b der Interpellation: Die geplante Linienführung des Regiotrams verläuft zum Teil auf der offiziellen kantonalen Veloroute. Sehr heikel ist der Abschnitt am oberen Quai. Der Kanton bestätigte, dass ihm dieses Problem bewusst ist und versprach, einen Vorschlag für einen Ersatz oder eine Verlegung des Velowegs zu unterbreiten.

Liegt heute bereits ein solcher Vorschlag vor, oder bis wann rechnet der Gemeinderat damit?

**Stöckli Hans, Finanzdirektor:** Heute habe ich Glück. Die Interpellanten nehmen meine Antworten immer vorweg, zuerst Herr Hadorn und nun Sie, Herr Löffel. Ich kann mich also kurz fassen: Das Problem ist, dass Ihre Fragen zu einem Zeitpunkt gestellt wurden, als das ganze Mitwirkungsverfahren noch nicht in Gang gesetzt war und das Projekt deshalb nicht den gleichen Stand aufwies wie heute. In der Antwort steht nichts, das ich nicht auch an Gesprächen mit EinwohnerInnen sagte. Die in der Interpellation gestellten Fragen werden beantwortet. Auf den einleitenden Text ist nicht direkt Bezug zu nehmen. Nicht zuletzt dank der clever aufgegleisten Interventionen konnte aber bereits einiges erreicht werden. Alternative Lösungen wurden sehr rasch gesucht. Die ganz schlimmen Varianten, welche offensichtlich Auslöser für diese Interpellation waren, wurden im Mitwirkungsverfahren nicht mehr berücksichtigt. Herr Löffel spielt sehr geschickt mit der Tatsache, dass das Renfer-Areal für mich ein Gesellenstück darstellt. Sicher wäre es nicht gut, wenn die doch sehr geglückte Überbauung nun mit einem öffentlichen Verkehrsmittel belastet würde. Ich bin froh, dass beide Sprechenden sich nicht gegen das Tram an und für sich wenden. Es geht ausschliesslich um die Linienführung im Renfer-Areal. Als Antwort an Frau Augsburgberger kann ich sagen, dass der Gemeinderat gespannt auf das Resultat des Mitwirkungsverfahrens wartet. Er wird nach dessen Auswertung Stellung beziehen. Auch dies ist ein Punkt, welcher an der Sitzung mit dem Gemeinderat von Nidau Mitte Juni zur Sprache kommen wird. Im Moment ist das Projekt auf Kurs. Die entsprechenden Vorbereitungen laufen auch in anderen Bereichen auf Hochtouren. Was die Frage des oberen Quai angeht, kann ich im Moment nicht antworten. Diese Antwort kann erst im Rahmen einer Analyse der Mitwirkung gegeben werden. Es ist aber klar, dass die Velosituation wegen des Regiotrams nicht verschlechtert werden darf. Es wird alles daran gesetzt, dass bei einer Konkurrenz zwischen Tram und Velo attraktive Alternativen für das Velo gefunden werden. Die entsprechenden Velorouten sollen weiterhin gefahrlos befahren werden können.

**Augsburger-Brom Dana, SP:** Danke für die Antwort. Hinsichtlich des oberen Quais bin ich aber noch nicht zufrieden. Dieser ist nicht Teil der Mitwirkung. Hier sollte separat ein Vorschlag für die Velos präsentiert werden. Habe ich das falsch verstanden?

**Stöckli Hans, Finanzdirektor:** Der Gemeinderat geht davon aus, dass in der Analyse der Mitwirkung auch die Frage der Konkurrenz des Trams mit dem Veloverkehr am oberen Quai thematisiert werden muss und allenfalls andere Lösungsvorschläge unterbreitet werden müssen. Zum jetzigen Zeitpunkt hat der Gemeinderat keine Unterlagen dazu. Ich muss präzisieren, dass der Gemeinderat zum Mitwirkungsverfahren noch nicht Stellung genommen hat. Er wird dies erst tun, wenn alle Rückmeldungen ausgewertet sind. Die Stellungnahme des Gemeinderats erfolgt im Verlauf der nächsten Monate in Kenntnis des Resultats der Mitwirkung.

**68. Motion 20090318, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "La Ville de Bienne fait un pas de plus vers l'égalité hommes-femmes"**

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 14)

Le Conseil municipal propose d'adopter les points 2 et 3 de la motion sous forme de postulat et de rejeter le point 1.

**Morier-Genoud Michèle, PSR:** Je remercie le Conseil municipal de la réponse à cette motion. Mon objectif principal, au travers de cette intervention parlementaire, était de nous donner les moyens d'évaluer l'avancement ou le recul dans l'application des principes de l'égalité entre hommes et femmes, au sein de l'Administration municipale. Nous voyons, dans la réponse du Conseil municipal et avec les questions, que j'ai posées, qu'un certain nombre d'outils existent déjà, pour réglementer cette question au sein de l'Administration, notamment dans l'Ordonnance sur le personnel (RDCo 153.013) et dans l'Ordonnance sur le Comité pour l'égalité (RDCo 153.014.2). C'est un premier pas, que je salue. Le Comité pour l'égalité est constitué de six personnes de l'Administration (quatre femmes et deux hommes). Le comité est sollicité sur des questions telles que les salaires, les structures biennoises 2013 et lors de rapports sur des révisions légales.

Des efforts sont réalisés par les directions, notamment en ce qui concerne le temps partiel et les congés pour soigner les enfants malades. Il existe parfois, en ce qui concerne l'occupation des postes, lors de la recherche de nouveaux collaborateurs et nouvelles collaboratrices, un litige entre l'appartenance linguistique et l'égalité hommes-femmes, lorsque ces deux critères sont mis ensemble. Dans ce sens, j'aimerais pouvoir rassurer Monsieur Fischer, l'Administration peut encore engager un homme à la place d'une femme, si celui-ci est romand. Le critère d'égalité n'est donc pas le seul en ligne. J'aimerais, que les instruments existants soient utilisés, qu'ils soient utilisés dans l'Administration, par l'Administration et que le Conseil de ville en soit ensuite informé régulièrement. La question de l'évolution des salaires, notamment l'évolution de la différence de salaires entre les hommes et les femmes, nous indiquera le sens et l'efficacité des mesures prises jusqu'à maintenant, dans ce domaine et ceci sur plusieurs années. J'accepte la proposition du Conseil municipal et vous donne rendez-vous en 2013, pour la deuxième analyse, selon le logiciel LOGIB, comme annoncé lors des discussions sur les structures biennoises 2013. Merci de votre attention.

**Vote**

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**69. Interpellation 20090316, Pascal Fischer, Groupe UDC/PSL, "Kermesse de la Vielle Ville"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 15)

**L'interpellant est satisfait de la réponse.**

**Fischer Pascal, Die Eidgenossen:** Diesmal kann ich es kurz machen. Ich danke dem Gemeinderat für die Antwort. Sie stellt mich, bis auf eine kleine Anmerkung, zufrieden. Diese betrifft die Lebensmittelkontrolle. Ich möchte den Gemeinderat auffordern, den Lebensmittelkontrolleur bei solchen Veranstaltungen wie der Braderie oder Altstadtchilbi kommen zu lassen, auch wenn er dem Kanton untersteht. Dies zum Schutz unserer Bevölkerung.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Gerne nehme ich den Punkt auf, anlässlich der nächsten Altstadtchilbi mit dem Lebensmittelinspektorat zusammenzuarbeiten, so dass nach Möglichkeit (je nach Verfügbarkeit und personellen Ressourcen) eine angemessene Kontrolle durchgeführt werden kann.

**70. Motion 20090320, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Pas de zones de non-droit à Bienne"**

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 16)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion et de la radier du rôle comme étant réalisée.

**Eschmann René, Fraktion SVP plus:** Da Herr Calegari abwesend ist, nehme ich für ihn Stellung. Persönlich fühle ich mich jedoch auch angesprochen. Grundsätzlich ist die Fraktion SVP plus mit der Antwort des Gemeinderats einverstanden. Bei der Zusammenfassung gibt es das eine oder andere zu ergänzen. Es stimmt, dass die Stadt Biel genügend Ressourcen einkauft, um No-go-areas zu verhindern. Die Kantonspolizei gibt sich grosse Mühe, mit den im Moment zur Verfügung stehenden personellen Mitteln im ganzen Stadtgebiet für Ruhe und Sicherheit zu sorgen. Bereits als die Stadtpolizei in die Kantonspolizei überführt wurde, brachte Biel zu wenig Personal mit. Momentan sind die personellen Ressourcen nach wie vor sehr knapp. Ab September sind jedoch erhebliche Verbesserungen zu erwarten, so dass die Kantonspolizei für die Jahre 2011 und 2012 gut gewappnet sein wird und allen Forderungen und Bedürfnissen des Gemeinderats entsprechen können sollte.

In Biel gibt es keine No-go-areas. Es gibt aber Quartiere, die weniger sicher sind als andere. Alle wissen, dass das Stadtzentrum eines dieser Gebiete ist. Selbst dort gab es aber in letzter Zeit keine grösseren Vorfälle mehr. Es sind aber die sehr vielen kleinen Vorfälle, welche die Polizei stark beschäftigen. Die Sicherheit bei den Sportanlässen konnte massiv verbessert werden. Dies ist aber nicht nur das Verdienst der Polizei, denn Biel hat auch eine Sicherheitsdirektorin. Ich möchte hier einmal festhalten, Herr Fischer, dass unsere Sicherheitsdirektorin schon weiss, was im Eisstadion abgeht. Sie hat mich nämlich bereits mehrmals begleitet, wie andere

Stadtratsmitglieder übrigens auch. Sie weiss, wovon sie spricht. Ein bunter Strauss von Massnahmen wurde ergriffen, so wurde beispielsweise ein Fanprojekt lanciert, hinter welchem auch die Sicherheitsdirektorin stand und sie rief sie einen Runden Tisch ins Leben. All das trägt zur Beruhigung der Situation bei und entlastet die personellen Ressourcen bei der Kantonspolizei. Dies möchte ich hier richtigstellen. Aufgrund dieser Ausführungen ist die Fraktion SVP plus mit der Antwort des Gemeinderats einverstanden und sie ist auch einverstanden damit, die Motion als erfüllt abzuschreiben.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Ich danke für die Unterstützung. Es geht um kein einfaches Thema, welches oft auch emotional belastet ist. Ich bin froh, dass hier sachlich diskutiert wird und dass sich der Fachmann dazu geäussert hat. Im Gegensatz zur Stadt Bern, in welcher ja eine Initiative lanciert wurde und eine Volksabstimmung stattfand, liess Biel den Synergiegewinn aus der Einheitspolizei nicht in die eigene Kasse fliessen. Vielmehr investierte die Stadt diesen Gewinn in mehr Personal. Ich denke, dass dies sehr sinnvoll war. Ich möchte mich auch einmal offiziell bei der Kantonspolizei bedanken. Da der Gemeinderat in sehr engem Kontakt mit der Kantonspolizei steht, weiss er, dass diese unter sehr schwierigen Bedingungen und mit sehr knappen personellen Ressourcen arbeiten muss. Trotzdem konnte sie im vergangenen Jahr die Leistungen erbringen, welche Biel einkaufte. Es ist jedoch bekannt, dass dies nur mit sehr viel Überzeit und in Spitzenzeiten dank dem Zuzug von Polizeikräften aus anderen Regionen zu bewältigen war. Die Zusammenarbeit zwischen den städtischen Polizeiorganen und allen anderen Betroffenen, wie zum Beispiel der Kantonspolizei oder den Sicherheitskräften ist gut. Nur so kann garantiert werden, dass die Sicherheit in Biel aufrechterhalten werden kann. Daran muss immer gearbeitet werden, Sicherheit kann man nicht erlangen und dann bleibt sie. Deshalb bin ich froh, wenn der Stadtrat diese Motion erheblich erklärt und als erfüllt abschreibt.

## **Vote**

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

### **71. Postulat 20090321, Salome Strobel, Groupe socialiste, "Service d'ordre pour les vélos GAD au chemin de la Prévôté"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 17)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

**Strobel Salome, SP:** Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort und bin damit weitgehend zufrieden. Der Velo-Ordnungsdienst durch die Stiftung gad ist wichtig. Er sorgt dafür, dass die Abstellanlagen nicht mit Veloleichen vollgestopft sind. Zum Einsatzgebiet des Ordnungsdienstes habe ich eine Frage. In der Antwort steht, dieser sei nur im Perimeter Bahnhof aktiv. Ich habe aber auch schon markierte Velos im übrigen Stadtgebiet gesehen. Es ist mir auch nicht klar, wie informiert wird. Die vom

Gemeinderat in der Antwort erwähnten Infotafeln weisen auf die spezielle Situation bei den Bushaltestellen hin. Ich meinte aber eher allgemeine Informationen über das Vorgehen des Ordnungsdienstes, also zum Beispiel darüber, dass Velos nicht dauerparkiert werden dürfen und darüber, wo entfernte Velos wieder abgeholt werden können. Es nützt nichts, wenn dies auf dem kleinen Zettel zwischen den Speichen steht, wenn das Velo bereits entfernt wurde.

**Schwicker Barbara, Sicherheitsdirektorin:** Es stimmt, dass der Hauptschwerpunkt des Velo-Ordnungsdienstes im Bahnhofgebiet liegt. Er arbeitet aber nicht nur dort, sondern ist auch in der übrigen Stadt aktiv. In diesem Sinn müsste die Antwort präzisiert werden. Über die Infotafeln konnte ich in der Zwischenzeit mit der Postulantin sprechen und verstehe jetzt besser, worum es geht. Der Gemeinderat ist damit einverstanden, solche Tafeln aufzustellen. Sie machen Sinn, damit die Bevölkerung weiss, wo ihr entferntes Velo aufbewahrt wird und was sie unternehmen kann, um es wieder zu erhalten. Die Velos werden übrigens ein Jahr lang aufbewahrt. Frau Strobel schickte mir sogar textliche Vorschläge, wie es andere Städte handhaben. Der Gemeinderat ist durchaus bereit, vielleicht sogar zusammen mit Pro Velo Biel-Seeland eine sinnvolle Formulierung zu finden, damit die Leute verstehen, wo sie das Velo wieder abholen können. Ich danke dem Stadtrat, wenn er dieses Postulat erheblich erklärt und abschreibt.

## **Vote**

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

### **72. Interpellation 20090322, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "La politique de chasse aux abus se fait-elle sur le dos des droits des personnes assistées?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 18)

**L'interpellante n'est pas satisfaite de la réponse.**

**Magnin Claire, Les Verts Bienne:** Je remercie le Conseil municipal de sa réponse. La Direction de l'aide sociale peut faire signer une procuration à des bénéficiaires, concernant la récolte de renseignements, en particulier sur leur santé. Ceci me pose un problème de fond au sujet de la protection des données. Avec cette manière de procéder, la protection des données est-elle encore respectée? Y a-t-il deux catégories de personnes: celle qui a ses données privées, qui sont protégées et celle qui a besoin de l'aide sociale, où cette protection n'est plus fondamentale? Cela peut poser aussi un problème aux assistant(e)s sociaux, qui doivent respecter tous les droits des personnes. Le Conseil municipal n'a pas demandé l'avis à la Commission municipale de la protection des données. Il s'est calqué sur le Bureau cantonal de la protection des données, qui s'est penché sur cette question et a précisé, qu'une procuration autorisant les services sociaux à collecter des informations, notamment auprès des médecins et d'autres thérapeutes, afin de déterminer la capacité financière de la personne concernée, serait inadmissible.

Il y a un autre problème: comment les informations sensibles sont-elles données aux organisations privées, qui s'occupent d'engager des inspecteurs sociaux? Le Bureau cantonal de la protection des données s'est penché sur cette question au niveau cantonal. Il dit qu'il s'agit de faire un règlement très strict sur ces questions. Je suis satisfaite de la réponse. Mes questions ont reçu une réponse, mais le Conseil municipal n'a pas répondu à la préoccupation de fond, c'est-à-dire: comment faire pour mettre en priorité la protection des données et non pas la chasse aux abus? Merci.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Ces dernières années à Bienne, la question de l'aide sociale et des abus a beaucoup préoccupé l'opinion publique. Nous avons la chance de ne pas avoir connu de polémique à ce sujet, comme cela a été le cas à Zürich et à Berne. Si nous avons pu éviter cela, ça signifie qu'il y a suffisamment de confiance dans l'opinion publique et dans la classe politique, en particulier dans le Conseil de ville, afin que des débats fâcheux ne soient pas lancés et que la confiance soit maintenue. Je pense que si nous avons réussi à éviter ces dérapages, c'est que nous avons d'emblée pris les mesures nécessaires, pour améliorer la qualité du service dans les services sociaux et que nous avons proposé et participé au projet-pilote "Inspecteurs sociaux". J'ai de la compréhension pour les gens qui se méfient de ce genre de démarches et qui considèrent que l'accès à l'aide sociale est prioritaire, par rapport aux besoins de l'inspection sociale, c'est-à-dire aux besoins de rigueur dans l'attribution de l'aide sociale. Néanmoins, il s'agissait, prioritairement, de faire en sorte que la crédibilité de l'aide sociale reste intacte. Je trouve globalement que le but est atteint.

Madame Magin, cela a un prix et apparemment, vous le trouvez élevé. Je montre à nouveau de la compréhension, néanmoins, ce prix était et est indispensable à payer. Dans les cas où il y a des doutes, il faut pouvoir en savoir davantage et il faut pouvoir avoir recours aux services de l'inspection sociale. À Bienne, nous avons décidé d'avoir recours à une société extérieure. D'autre part, l'aide sociale doit être accordée à chaque personne nécessiteuse. Cependant, les bénéficiaires de l'aide sociale doivent s'engager à faire tout ce qui est en leur pouvoir, pour retrouver l'autonomie financière. Ce n'est pas toujours le cas. Le SIP (Service d'intégration professionnel) est à disposition, pour aider les gens. Pour pouvoir véritablement les aider, il faut pouvoir se faire une image précise de leur situation, en particulier, de leur état de santé. Des renseignements sont demandés et sont ensuite utilisés pour accompagner la personne. Il n'y a rien de répréhensible à cela.

Madame Magnin, vous n'êtes pas satisfaite avec le point 3. Nous pensons, que nos réflexions ont la priorité sur celle de la protection des données. En ce qui concerne l'octroi d'un mandat à une société privée, vous dites que la question de la protection des données est contestable. Nous nous basions encore sur le projet-pilote et sur une pratique éprouvée, en disant que cela fonctionnait durant la période du projet-pilote et cela doit pouvoir continuer à fonctionner, au-delà. La réponse était peut-être un peu légère, car nous étions dans l'attente d'une disposition cantonale. Cette disposition cantonale existe à présent. Nous sommes formellement autorisés, à transférer à des tiers le mandat d'exercer les travaux d'inspection sociale. Je le répète, ces inspections ne se font que dans des cas spécifiques. Je salue les

préoccupations de Madame Magnin et je les partage en partie. Néanmoins, je suis rassuré par les explications, que j'ai reçues sur ces points. J'aurais espéré pouvoir transmettre cette conviction. Merci de votre attention.

**Magnin Claire, Les Verts Bienne:** Monsieur Moeschler déforme ma pensée. Je n'ai pas dit que l'accès à l'aide sociale est prioritaire par rapport à la lutte contre les abus. J'ai dit ce qui est prioritaire pour moi, c'est-à-dire le respect de la protection des données des droits des personnes, car ce sont des droits constitutionnels. Cette préoccupation ne semble pas être partagée de la même manière que moi au sein de la Direction des affaires sociales. Cette action n'est pas, de permettre aux bénéficiaires de l'aide sociale de mieux s'insérer, mais de voir si ces personnes ne trichent pas. Il y a une perversion avec cette question et c'est à ce niveau, que c'est sensible pour moi. Je n'ai pas envie de m'endormir sur de la bonne conscience, mais j'aimerais voir, si véritablement il n'y a pas de discrimination au niveau des droits des personnes. C'est important.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Il est important que nous agissions dans le cadre légal et c'est ce que nous faisons. Tant que la protection des données est définie par la loi, elle doit être absolument respectée. Par contre, l'octroi de l'aide sociale demande, que nous observions les différents dossiers et que nous soyons informés. Autant la préoccupation du bien des bénéficiaires de l'aide sociale est importante, autant est importante la protection de la société, qui octroie l'aide sociale et qui demande, de manière tout à fait précise, de combattre l'abus.

### **73. Interpellation urgente 20090341, Pablo Donzé, Groupe des Verts Bienne, "Stades de Bienne"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 19)

#### **L'interpellant est satisfait de la réponse.**

**Donzé Pablo, Les Verts Bienne:** Sur les questions de financement, je suis satisfait de la réponse du Conseil municipal. Je regrette juste, que la Ville n'ait pas communiqué par elle-même ces précisions, afin de clarifier la situation auprès de la population. Ce qui est marquant dans ce dossier, c'est la communication insuffisante, pour ne pas dire catastrophique, entre la Ville et le Canton. Pour un projet de cette importance, la Ville et le Canton devraient travailler ensemble, plutôt que de se renvoyer la faute durant six mois, sans se faire confiance. Pour finir, j'espère que le HC Bienne va sauver sa peau en Ligue nationale A demain, sinon nous devons organiser des championnats de patinage artistique, pour pouvoir rentabiliser ces investissements. Merci de votre attention.

**Stöckli Hans, directeur des finances:** Je remercie Monsieur Donzé de sa prise de position. Je dois vous remercier d'avoir fait cette intervention, car elle nous a permis d'étudier ces rapports, d'une manière plus approfondie. Aujourd'hui, je dois malheureusement déclarer, que la Ville de Bienne ne dispose pas encore du rapport du contrôle des finances du Canton de Berne. Hier, j'ai encore fait une intervention



auprès du Canton. À mon avis, il semble inacceptable, qu'un journal possède un rapport et en publie des séquences, sans que la deuxième Ville du Canton dispose de ce rapport.

Merci pour cette intervention, je partage votre appréciation. D'après ce que j'ai appris jusqu'à aujourd'hui, nous avons tout de même reçu un extrait de ce rapport. Si je résume ce qui figure dans cet extrait, je constate que les erreurs entre le Canton et la Ville sont surtout dues au fait qu'un document important était écrit en français. C'est clair, que ce fait sera encore à relever au moment venu, c'est à dire lorsque nous aurons obtenu au moins les 11 ou 12 mio. fr. du Canton. À ce moment-là, nous verrons qui a fait cette fausse interprétation. Actuellement, deux bureaux indépendants ont été mandatés par le Canton, afin de vérifier les chiffres, que HRS a donné à la Direction de la police et des affaires militaires du Canton de Berne. Nous aurons les résultats d'ici un ou deux mois. Nous avons déjà pu prendre position concernant un de ces deux bureaux. Lorsque nous avons analysé les questions de ce bureau, nous nous sommes rendu compte, avec une grande certitude, que cette différence, entre le Canton et nous, est due à la mauvaise traduction de contrats passés entre la Ville de Bienne et HRS, à la fin de l'année 2008.

#### **74. Postulat 20090430, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "Pour l'égalité des chances lors de l'embauche à la ville de Bienne"**

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 20)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

**Morier-Genoud Michèle, PSR:** Je remercie le Conseil municipal de la réponse positive et de l'action immédiate entreprise, en ce qui concerne ma demande. En tant que Présidente de la Commission d'intégration de la Ville, je précise que la demande concerne essentiellement la rédaction des offres d'emplois et non la procédure d'engagement. Les personnes, qui ne sont pas de langue maternelle francophone ou alémanique, se sentent effectivement lésées, lorsqu'elles lisent ces offres d'emplois, contenant le terme "Langue maternelle". C'est pourquoi cette réponse est chaleureusement accueillie par la Commission d'intégration et je me réjouis de constater de visu sur les offres d'emplois du Conseil municipal. Merci de votre attention.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Il n'y a pas d'autres interventions. Le Conseil municipal renonce à prendre la parole.

#### **Vote**

**La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Le point 28 de l'ordre du jour est renvoyé à une prochaine séance.

**75. Interpellation 20090287, Pierre-Yves Grivel, PRR, "Délocalisation obligatoire des sociétés de tir: quel soutien financier?"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 21)

**L'interpellant est satisfait de la réponse.**

**Grivel-Pierre-Yves, PRR:** Je vais dire un grand merci au Conseil municipal et à Monsieur Stöckli pour avoir tenu leur promesse. Ayant assisté personnellement à une assemblée générale d'une société de tir, je peux vous dire, que le geste a été apprécié à sa juste valeur. Oui, ce n'est pas le Pérou, avec 15'000 fr. pour cinq sociétés, mais c'est avec de petits ruisseaux que l'on fait une grande rivière! On peut aimer ou non le tir, on peut aimer ou non l'armée et les tirs obligatoires, mais ce qui me tient à cœur, c'est de maintenir cette activité, avant tout pour les jeunes tireurs et leurs moniteurs, car le tir intéressera toujours une petite frange de la jeunesse et des adultes. Suivons de près l'évolution de la situation, car les contrats avec les communes ont été signés jusqu'à fin 2010. Le sujet reviendra donc sur le tapis. Merci pour eux et je suis satisfait de mon interpellation.

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** Le Conseil municipal renonce à prendre la parole.

**76. Interpellation 20090349, Daphné Rüfenacht, Groupe des Verts Bienne, "Berghaus"**

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 22)

**L'interpellante n'est pas satisfaite de la réponse.**

**Rüfenacht Daphné, Grüne Biel:** Danke für die Beantwortung der gestellten Fragen. Vielleicht müsste ich eher sagen, danke für die Beantwortung der vierten Frage. Die ersten drei Fragen wurden, wenn man ehrlich ist, nicht wirklich beantwortet. Es wird zwar etwas geschrieben, aber über die interessanten Punkte wird keine Auskunft erteilt. Deshalb kann ich es vorweg nehmen: Mit der Antwort des Gemeinderats bin ich nicht zufrieden. Mit meiner Interpellation wollte ich erfahren, was bezüglich des Berghauses geplant ist und ob die Gebäude saniert werden. Gemäss Gemeinderat wurde nach dem Brand, das heisst vor drei Jahren, eine Studie über eine optimale Nutzung des Berghauses in Auftrag gegeben. Die erwähnten Varianten hätten mich interessiert. Der Gemeinderat spielt aber auf Zeit und gibt nichts preis. Deshalb reichte ich heute Abend eine Motion ein, welche die Inhalte dieser Studien und einen Wert- und Substanzerhalt der erwähnten Gebäude verlangt.

**Stöckli Hans, Finanzdirektor:** Unter Berücksichtigung, dass der Gemeinderat im Rahmen der heute eingereichten Motion Gelegenheit haben wird, über das Berghaus zu berichten, kann ich mich jetzt kurz halten: Ich will nicht verheimlichen, dass der Gemeinderat im Moment noch nicht entschieden hat, was mit dem Berghaus passieren soll. Im Rahmen der entwicklungsstrategischen Diskussion kam er jedoch zum Schluss, dass das Berghaus von der nächsten Generation nicht zu

Wohnzwecken genutzt werden soll. Eine Ausnahme kann höchstens für die Bedürfnisse des Spitals gemacht werden. Der Entscheid, in welchem Ausmass die Brandruine saniert werden soll, steht noch aus. Der Gemeinderat möchte aber, dass dieser Standort für die nächste Generation so belassen wird. Das Gebiet rund um das Berghaus soll nicht überbaut werden. Es stehen andere, prioritäre Standorte zur Verfügung, welche überbaut werden können. Das Berghaus soll der nächsten Generation Gelegenheit geben, hochstehenden Wohnungsbau zu ermöglichen. Dies vereinfacht aber nicht die Frage, was mit der Brandruine geschehen soll. Der Entscheidungsprozess dazu läuft noch. Der vorliegende Vorstoss hat dazu beigetragen zu erkennen, dass das Gebiet Berghaus wunderschön ist und dass es noch schöner wäre, wenn es keine Brandruine gäbe.

**77. Motion 20090343, Barbara Chevallier, Groupe socialiste, "Postes administratifs supplémentaires pour le Département de la protection de la jeunesse et des adultes"**

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 23)

Le Conseil municipal propose de transformer les points 1 et 2 de la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel, d'adopter le point 3 de la motion et de le radier du rôle comme étant réalisé.

**Chevallier Barbara, PSR:** Par le biais de cette motion, j'invitais, avec le Groupe socialiste, le Conseil municipal à

- rendre compte au Conseil de ville des résultats d'une étude interne concernant l'organisation du Département de la protection de la jeunesse et des adultes et l'engagement du personnel
- informer le Conseil de ville sur les dispositions cantonales pour l'octroi de postes administratifs visant à soutenir les assistant(e)s sociaux
- d'inscrire au tableau municipal des emplois les postes approuvés par le Canton, dans le cadre de la répartition des charges.

Le Conseil de ville a accepté, lors de la séance du mois d'octobre 2009, d'inscrire une somme supplémentaire de 270'000 fr., pour la création de 245% de postes administratifs. Comme auteur de la motion, j'ai pris connaissance, avec grand intérêt, de la réponse du Conseil municipal sur ces trois objets. En premier lieu, je remercie le Conseil municipal pour les précisions sur la forme, apportée en première partie de la réponse et je ne peux qu'accepter sa recommandation concernant les deux premiers points de la motion, puisqu'il s'agit bien d'une demande d'informations ou de rapport, concernant une affaire déterminée. L'ensemble du Groupe socialiste et moi suivons la recommandation du Conseil municipal, qui propose de transformer ces deux points en postulat et de l'adopter comme tel. Nous lirons avec attention le rapport nous informant sur ce sujet.

Concernant le troisième point, qui lui peut-être reçu comme motion, nous pouvons que nous réjouir de savoir, que le Conseil municipal a déjà alloué et libéré 200% de postes sur les 245%, qui sont octroyés par le Canton et que nous demandions pour 2010. Cependant, j'aimerais savoir, où sont passés les 45% encore à disposition?

Que financent-ils et pourquoi? Alors que, le Département de la protection de la jeunesse et des adultes fait plus que la preuve du besoin et que le Canton lui octroie, sur la base du nombre de dossiers à traités, 485% de postes pour décharger les assistant(e)s sociaux des tâches administratives, l'entier de ces postes n'est pas affecté à cette tâche par la Ville. La réponse du Conseil municipal nous dit ceci: *"Les 45% restants doivent être économisés en optimisant des processus internes au département dans le cadre d'une réorganisation"*. Il faut chercher des potentiels de synergies, compte tenu de la situation financière tendue. Là, je ne comprends tout simplement plus. Le Canton de Berne ne fait, à ma connaissance, pas de cadeau en la matière. Plusieurs interventions au Grand Conseil ont déjà été déposées, afin de demander, que le nombre de dossiers à traiter par assistant(e) social(e) soit réduit, pour qu'ils ou elles aient le temps de suivre et d'accompagner les adultes et les jeunes en détresse, afin que des solutions soient enfin trouvées. La décision du Canton a été prise, après qu'une étude des faits et de la réalité quotidienne du Département de la protection de la jeunesse et des adultes ait été menée, non seulement à Bienne mais aussi dans tout le Canton. La décision a été, non pas de réduire le nombre de dossier par assistant(e) social(e), mais d'augmenter de 30 à 50% le pourcentage de postes administratifs, pour un plein temps de poste d'assistant(e) social(e), car le Canton reconnaît l'énorme charge de travail, qui repose sur les épaules des travailleurs et travailleuses sociaux.

Voilà que la Ville de Bienne décide d'économiser sur ces postes! Inutile de vous dire, qu'en session de groupe, lundi soir, le sujet a été débattu avec ardeur et véhémence. Peut-être, que dans un autre domaine, nous pourrions accepter de nous plier à des arguments d'ordre économique, mais pas dans ce domaine-ci. Durant plusieurs années, en tant que Présidente de commission scolaire, j'ai côtoyé le Département de la protection de la jeunesse et des adultes. J'ai été régulièrement appelée à faire des avis de détresse et je sais ce qui se cache sous ces appels au secours. Je sais à quel point les situations sont tendues, complexes et lourdes, pour toutes les parties concernées. Je crois que tous les membres de commissions scolaires et de tutelles, ici présents, savent de quoi je parle. J'ai pris conscience, au fil des années, comme d'autres personnes sans doutes, de la surcharge chronique de ces services, due non seulement au nombre et à la gravité des cas rencontrés, mais aussi car c'est un travail, qui s'effectue en réseau, avec des partenaires multiples, qui demande une communication rapide des recherches, des enquêtes et parfois, des décisions doivent être prises dans l'urgence et sur des bases solides. Dans ces conditions de travail, un soutien administratif n'est pas un luxe, c'est un minimum vital.

Devant cet état de fait, il n'est donc tout simplement pas concevable, d'accepter de radier du rôle le point 3 de la motion comme étant réalisé. Donnons à ces professionnels engagés, surchargés et parfois au bout du rouleau, le soutien administratif dont ils ont besoin, que le Canton leur octroie et qui est inscrit au budget. Ne leur donnons pas cela au compte gouttes, car je pense qu'ils méritent bien plus que cela. **Le Groupe socialiste demande de maintenir le point 3 sous forme de motion** et souhaite que les 45% de postes restants soient alloués et libérés à cette fin. Je vous remercie.

**Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne:** Le Groupe des Verts a également discuté de ce point-là et demande également le maintien du point 3 sous forme de motion. Tous les postes administratifs doivent être utilisés par les

subventions du Canton à la Ville et ne doivent pas partir dans d'autres caisses. Le personnel du Département de la protection de la jeunesse et des adultes est surchargé et ces postes sont absolument nécessaires. Comme le Conseil municipal le dit, si des économies doivent être faites en optimisant le processus, alors nous pouvons le faire, après les avoir utilisées. Aujourd'hui, le Canton subventionne ces postes et ils doivent être utilisés. Merci.

**Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture:** Les arguments du Conseil municipal figurent dans la réponse. Madame Chevalier a décrit les mécanismes de la répartition des charges et de l'octroi des postes par le Canton. Madame Magnin s'est référée à cela aussi. Pour être tout à fait précis, lorsque la moyenne du nombre de dossiers dépasse 100 par assistant(e) social(e), le Canton examine la situation et accorde des postes supplémentaires. Par assistant(e) social(e), une somme forfaitaire de 177'000 fr. est prévue et elle doit couvrir le salaire de l'assistant(e) social(e) et le salaire d'un poste administratif à 50%, subordonné à l'assistant(e) social(e). Le Canton décrit ainsi sa démarche et son autorisation, mais n'exerce aucun contrôle par la suite. Il exerce le contrôle sur les assistant(e)s sociaux, mais pas sur les postes administratifs. Jusqu'à présent, le Conseil municipal a systématiquement proposé au Conseil de ville, de créer les postes accordés par le Canton. Cette fois-ci, il a eu plus de peine à entrer dans cette démarche, espérant que nous réussissions à améliorer les procédures internes au département, afin d'économiser l'argent mis à disposition par le Canton. Les discussions, qui ont eu lieu au Conseil municipal, ont conduit à la création de 240% de postes, l'année dernière. Le Conseil de ville a remis cela en cause. Il a été décidé, récemment, de créer encore 200% de postes supplémentaires, 45% ayant été refusés par le Conseil municipal, argumentant qu'ils devaient être économisés par des réorganisations internes. Sur une aussi importante quantité de personnes, qui travaillent dans ce département, ce n'est pas chose impossible, mais ceci demande des efforts, puisque le Département de la protection de la jeunesse et des adultes et le Département de l'aide sociale sont toujours à la limite de la surcharge. Cela a été reconnu par pratiquement toutes les communes et les autorités sociales, qui sont intervenues très souvent à travers le Grand Conseil, pour diminuer cette charge de 100 dossiers par assistant(e) social(e). Le Gouvernement a répondu à cette demande par l'augmentation de la dotation administrative, pour alléger le travail des assistant(e)s sociaux. La décision du Conseil de ville vous est soumise et je n'ai rien à y ajouter.

Il va de soi, que si les deux premiers points sont adoptés sous forme de postulat, ce qui pour des raisons formelles est nécessaire, un rapport vous sera fait sur ces deux questions. Je vous remercie de votre attention.

### **Vote**

sur la proposition du Conseil municipal de transformer les points 1 et 2 de la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel

**La proposition du Conseil municipal, pour les points 1 et 2 de la motion, est acceptée.**

**Vote**

sur la proposition du Groupe socialiste d'adopter le point 3 de la motion

**La proposition est acceptée.**

**Vote**

sur la proposition du Conseil municipal de radier du rôle comme étant réalisé le point 3 de la motion

**La proposition est refusée.**

**Ammann Olivier, président du Conseil de ville:** L'heure avance, je vous propose de conclure ici ce soir et de nous retrouver demain, à 18 heures, pour la suite des débats. Bonne fin de soirée à toutes et tous.

**78. Nouvelles interventions**

<b>20100149</b>	<b>Dringliche Motion Hans Ulrich Köhli, GLP</b> Gestaltung Ringplatz Aménagement de la place du Ring	<b>BAU</b>
<b>20100150</b>	<b>Interpellation urgente Pablo Donzé / Christoph Grupp, groupe Verts Bienne</b> Place du Ring Ringplatz	<b>BAU</b>
<b>20100151</b>	<b>Motion Hans Ulrich Köhli, GLP</b> Für eine klare Visualisierung von Bauprojekten Pour une visualisation claire des projets de construction	<b>BAU</b>
<b>20100152</b>	<b>Motion Daphné Rüfenacht, Fraktion Grüne Biel</b> Berghaus Berghaus	<b>FIN</b>
<b>20100153</b>	<b>Motion Thomas Lachat / Heidi Stöckli, Fraktion SP</b> Neubau Turnhalle Plänke Construction de la halle de gymnastique de la Plänke	<b>BAU</b> FIN
<b>20100154</b>	<b>Interpellation Claire Magnin / Pablo Donzé, groupe Verts Bienne</b> Apprentissage pour les «sans-papiers» Berufslehre für «Papierlose»	<b>BSK</b> PRA/SID
<b>20100155</b>	<b>Interpellation Daniel Suter, PRR</b> Boîtes de nuit, dépassement de l'horaire Nachtlokale: Überschreiten der Öffnungszeiten	<b>SID</b>
<b>20100156</b>	<b>Interpellation Sybille Zingg, SP</b> Eine ökologischere Lösung gegen Schnee und Eis? Une solution plus écologique contre la neige et la glace ?	<b>BAU</b>

***Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.40 heures / Uhr***

---

***Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:***

Olivier Ammann

***La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:***

Regula Klemmer

**Protokoll:**

Katrin Meister

Lilian Stähli

**Procès-verbal:**

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof